

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de soutien.

Gilles Kepel
Quatre-Vingt-Treize
Gallimard 2012
320 pages

Avertissement

Ce livre a été rédigé après l'achèvement de l'enquête menée par l'auteur dans l'agglomération de Clichy-sous-Bois / Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, de l'été 2010 à l'été 2011, et dont le rapport fait l'objet d'une publication simultanée et séparée sous le titre *Banlieue de la République* (Paris, Gallimard, 2012).

Prologue

L'Editorial de Riposte laïque, l'un des sites identitaires anti-islamiques les plus actifs, animé par une équipe venue de l'extrême-gauche et de la gauche alors que la plupart des membres de cette mouvance sont issus de l'extrême-droite, dénonce « l'hypocrisie » de Bertrand Delanoë (...) A l'autre extrémité du spectre polémique, sur le principal portail musulman, oumma.com, un internaute dénonce la récupération folklorique du Ramadan (...).

I Une saison en banlieue

La Mecque de l'Islam en France

Le XIX^e siècle fit de Saint-Denis le cœur de la plus grande zone industrielle de l'Europe à l'ère capitaliste. (...) La ville des rois devint celle de la classe ouvrière et, au XX^e siècle, le Parti communiste y supplanta l'Eglise catholique. (...) Saint Denis est devenue, dans les deux dernières décennies du XX^e siècle, la principale friche industrielle du continent (...). Les cadres des communes perdues (par le Parti) venaient au fur et à mesure se recaser dans le centre-ville reconstruit (...) C'est dans les brèches de cette forteresse communiste, elle-même édifiée sur les vestiges de la monarchie très-chrétienne, que se construisent aujourd'hui les quelques-unes des réalisations les plus emblématiques de l'islam en France.

Les organisations et associations islamiques implantées à Saint-Denis ou dans sa proximité immédiate sont d'abord représentées depuis 1985 par le Quartier général français et la mosquée centrale du *tabligh* – une « société pour la propagation de la foi » islamique fondée à la fin des années 1920 en Inde, aujourd'hui le plus grand mouvement piétiste de la planète, dont les réunions mondiales, à la manière des jamborées du scoutisme, rassemblent des millions d'adeptes.

La ville compte aussi le plus important institut de formation théologique islamique par le nombre de ses étudiants et diplômés, l'Institut européen des sciences humaines (IESH), ouvert en 2001, rattaché à l'UOIF, Union des organisations islamiques de France, dont le siège se situe à La Courneuve, à quelques centaines de mètres de Saint-Denis, et qui fut le pivot du Conseil français du culte musulman.

La ville accueille de même un autre séminaire de formation religieux, installé ici depuis 2003, et qui a donné des enseignements sur l'islam inspirés du cheikh égypto-qatari Youssef al-Qhardawi à des milliers d'auditeurs, le CERSI (Centre d'études et de recherches sur l'islam)) tandis que le premier collège et lycée privé musulman, « La Réussite », est implanté tous près également, à Aubervilliers, depuis 2001.

Le mouvement Tawhid, qui représente le principal vecteur de la mouvance des « Jeunes Musulmans », a déplacé à Saint-Denis, depuis Lyon, l'épicentre de ses activités et dispose d'une mosquée de quelque 2500 places toujours pleine le vendredi, à un jet de pierre de la basilique. Il contribua dès le milieu des années 1990 à mettre en orbite le réseau de Tariq Ramadan et ses tournées de conférences dans la France entière, désormais délocalisées dans le sillage de son fondateur entre le Qatar et le Royaume Uni. (...) Le prédicateur charismatique effectua dans cette ville une percée médiatique phénoménale, lors du Forum social européen en novembre 2003, au cours duquel s'affichèrent les alliances entre cette mouvance et les tendances dominantes de l'alter-mondialisme ainsi que certains groupes d'extrême-gauche, cristallisant un phénomène politico-religieux hybride surnommé islamo-gauchisme.

C'est dans cette galaxie que l'un des plus dynamiques et agressifs organismes de certification halal, A votre service (AVS), prit son essor. Celui-ci dispose aujourd'hui de son siège en propre, toujours à Saint-Denis, contrôle nombre de boucheries islamiques sur place, et s'efforce d'imposer une norme de traçabilité halal contraignante à l'échelle nationale, inspirée par le modèle de la *kashrout* des juifs.

La ville a de même été longtemps le siège central du Secours islamique France – principale ONG de l'humanitaire musulman dans l'hexagone (...) qui a déménagé dans un siège plus spacieux en banlieue parisienne sud (...)

Elle abrite également les bureaux de l'un des principaux sites de média islamique en ligne, saphir.news et de son mensuel gratuit sous format papier, *Salamnews*.

Enfin pour desservir plus spécifiquement les fidèles dyonisiens, outre une dizaine de salles de prières dans des logements de logement pour travailleurs, notamment africains, elle dispose de la mosquée Bilal, vaste sous-sol d'une résidence HLM bondé chaque vendredi. Son association gestionnaire Amal (« espoir » en arabe) (...) s'est engagée dans une opération immobilière pour l'édification d'un complexe comportant une Grande Mosquée de plus de 3000 places, avec un minaret haut de 26 mètres, une école islamique et des commerces (...)

(...) traversent les générations, depuis les vieux travailleurs immigrés (les *chibanis*), jusqu'aux jeunes nés et éduqués en France (les *reubeus* et les *renois*), en passant par les anciens *blédards* venus étudier au Nord de la Méditerranée et restés pour faire carrière, entre autre dans la gestion de l'islam de France.

(...) En 2007, année précédent les élections municipales, le centre Tawhid, implanté depuis 1992 dans des locaux à bail, et où le nombre croissant des fidèles assistant au prêche du vendredi se traduisait par des prières de rue, se porta acquéreur de l'usine désaffectée attenante (...) La Mairie ayant exercé son droit de préemption (...), il organisa l'occupation du rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville par 700 personnes, et au terme de cette épreuve de force devint finalement propriétaire des lieux pour un million d'euros, réglés en 2010 grâce à une souscription.

Contrairement au centre Tawhid et à son engagement islamo-gauchiste, le mouvement piétiste du tabligh se situe délibérément en dehors de la sphère politique, mais au cœur de la déchirure identitaire qui a ravagé la génération des pères sans repères puis des fils en désarroi. Cette posture l'a amené à se spécialiser (...) dans la reconstruction individuelle et spirituelle des ex-travailleurs immigrés dans une perspective islamique. Il a entrepris de procéder à l'identique avec leurs enfants, mais il lui a fallu s'adapter à la transformation sociologique, démographique et culturelle (...) et à la volonté de la jeune génération de participer à la vie civique de la nation qui est désormais la sienne (...) Le tabligh s'est trouvé en concurrence avec d'autres tendances islamiques plus agressives. (...) L'orientation et la guidance du mouvement à l'échelle mondiale sont déterminées par l'instance internationale suprême, la choura des oulémas, qui siège à Nizamuddin – un quartier de Delhi, en Inde, pays d'origine du mouvement.

(...) Le tabligh, en inculquant l'imitation du Prophète, veut reconstruire spirituellement les individus qui ont été cassés par les aléas et les bouleversements de la division internationale du travail dans le monde globalisé. Ce processus, porté par des sorties de prédication en groupe qui durent de plusieurs jours à plusieurs mois, met en condition les adeptes en les extrayant de la vie quotidienne, et confère confère à ceux qui sont passés par là une piété intense qui confine parfois à l'aliénation. (...)

Le mouvement, toujours soucieux d'éviter quelque tension avec les autorités politiques, mit alors en place un filtrage : ceux qui viennent au markaz de Saint-Denis pour se rendre à l'étranger doivent désormais justifier de deux ans de sorties effectuées en France, sous la surveillance d'une choura de mosquée locale, pour éjecter à l'avance les passagers clandestins du jihad armé.

Dans la décennie 2000, le tabligh est confronté à la concurrence salafiste : son piétisme et son itinérance (...) sont mis à rude épreuve par ces zélotes d'une foi scripturaire qui vont chercher dans les textes des oulémas saoudiens les réponses dogmatiques à leur volonté de faire triompher l'islam sur terre, et anathémisant le mouvement en pointant ses « déviations » par rapport à la lettre de l'Écriture sainte. En réaction, le mouvement encourage ses jeunes adeptes à acquérir le savoir juridique musulman, le fiqh, afin de contrer ses adversaires. C'est toujours à partir de Saint-Denis que sont organisées les missions vers les institutions de savoir islamique concurrentes de l'Arabie saoudite : à Al-Azhar au Caire, dans les séminaires des oulémas syriens, marocains, mauritaniens, yéménites – ou auprès des juristes musulmans d'origine indo-pakistanaise en Afrique du Sud.

Dans une ancienne usine située entre la gare ferroviaire de Saint-Denis et les bords de Seine est installé l'Institut européen de sciences humaines (IESH) – le séminaire de formation des imams et cadres religieux et le centre de chari'a (théologie) et de langue arabe de la FOIE (Fédération des organisations islamiques en Europe). Il s'agit de l'instance fédérative européenne de tous les mouvements inspirés par les Frères musulmans, dont la branche française est l'(UOIF, Union des organisations islamiques de France. (...° La plupart des dirigeants sont des blédards venus du Maghreb ou du Moyen-Orient pour faire leurs études en France, l'arabe demeure la langue de référence.

(...) Ce cycle (d'études) a été inauguré par le cheikh egyppto-qatari Youssef al-Qhardawi en personne, téléprédicateur star de la chaîne Al Jazeera et principal idéologue de la doctrine de la wasatiyya au sein des Frères musulmans. Les tarifs s'échelonnent, pour les cycles annuels, entre 2500 et 975 euros pour les seuls frais d'études. (...) Un millier d'élèves

environ sont inscrits à ces formations, bien que le coût en soit relativement élevé et qu'elles ne débouchent en apparence sur aucun emploi rémunérateur. (...) C'est un mode de vivre et de penser « islamique » selon l'interprétation des Frères que l'on acquiert ici (...)

(...) L'UOIF comme le CFCM se trouvent aujourd'hui au milieu du gué – pris entre les attaches de la plupart de leurs dirigeants blédards avec une culture et des enjeux politiques arabo-maghrébins d'un côté, et les aspirations de leur base, jeune et éduquée dans l'Hexagone, francophone, dont le cadre de référence mental et social est la France des banlieues populaires.

A l'extrême fin des années 1980, l'UOIF, après avoir considéré les « beurs » comme trop assimilés et perdus pour l'islam, repéra dans leur mal-être identitaire des opportunités pour y déployer son prosélytisme. (...) A la culture de confrontation du tunisien Abdallah ben Mansour, aguerrie dans l'affrontement des islamistes locaux avec l'Etat de Bourguiba et de Ben Ali, succéda la culture de compromis du Marocain Fouad Alaoui, nourrie des négociations permanentes avec le souverain alaouite, Commandeur des Croyants (...)

Avec la crise (du CFCM) qui n'a recueilli quasiment que les suffrages des associations islamiques liées à l'Etat marocain aux élections de juin 2011, ce sont désormais les mouvements de jeunes musulmans nés et éduqués en France, et qui ne se reconnaissent ni dans le CFCM ni dans l'UOIF et les autres organisations comparables, qui sont confrontés de plain-pied à l'articulation entre les valeurs de l'islam et celles de la République, pour explorer les ressources qui en permettent l'harmonisation dans le cadre de la cité française du XXI^e siècle.

Extension du domaine du halal

(...) un marché âprement disputé qui concerne plus de trois millions d'acheteurs halals exclusifs en France, complété par un nombre indéterminé d'acheteurs non exclusifs ou de proximité – dans un pays dont les boucheries traditionnelles se raréfient, supplantées par leurs concurrentes musulmanes. (...) Les enjeux du halal, outre les batailles économiques qu'ils suscitent, sont aussi prétexte à un conflit intra-musulman pour définir les normes religieuses – traduction des querelles pour l'hégémonie politique sur l'islam de France. En externe, ils sont utilisés pour monter un groupe de pression communautaire, avec des relais dans les domaines de l'éducation ou du culte.

On ne peut (...) pas parler de « discrimination » ((selon un interviewé) puisque les non-musulmans peuvent manger halal, alors que « pour tous les gens qui sont musulmans » il ne serait pas possible de manger non halal. Les normes de l'islam sont inclusives et, même strictement appliquées, acceptables par tous en l'occurrence (...) L'exigence de l'alimentation halal en France est récente et a été socialement construite depuis la dernière décennie du XX^e siècle – avec succès puisqu'elle est aujourd'hui largement répandue (...) Le halal est exclusif : comme la kashrout, il enjoint de vivre dans l'obédience à un principe sacro-saint, marqueur par excellence de l'identité communautaire, garantie que celle-ci sera protégée de la dissolution, dans son double sens, physique et moral, de dilution et de dépravation.

Cette double exigence de respect de l'impératif religieux et de respect du choix a accompagné un bouleversement majeur depuis 1989 – date à laquelle a été formalisée la mutation de « l'islam *en* France » à « l'islam *de* France », lors du congrès de l'UOIF (...) Surtout active jusqu'alors parmi les étudiants maghrébins et levantins (...) elle privilégierait désormais l'implantation chez les jeunes d'origine musulmane, nés ou éduqués dans l'Hexagone, alors qu'elle les considérait jusqu'alors perdus pour l'islam, parce que trop

assimilés à la société française, dominés par les mouvements d'extrême-gauche et fondus dans les « Beurs » La mobilisation initiale entérinant cette mutation fut la revendication du port du hijab pour les élèves musulmanes dans les établissements scolaires.

La première « affaire du voile », soutenue et publicisée par l'organisation, fut déclenchée la même année, à l'automne 1989, au collège Gabriel-Havez de Creil, dans l'Oise, lorsque la France fêtait le bicentenaire de la Révolution, tandis que le mur de Berlin tombait en entraînant dans sa chute le communisme qui socialisait encore beaucoup de jeunes d'origine immigrée en banlieue, et après que l'affaire Rushdie avait dopé la dynamique communautariste outre-Manche.

En réponse à cet essor de la demande, bon nombre d'ouvriers frappés par le chômage, et autres travailleurs peu qualifiés exclus de l'emploi salarié par la désindustrialisation, ouvrent durant ces années des boucheries « orientales » (...) qui se parent du label halal afin de créer la confiance indispensable à ce type de négoce. (...) Cette évolution (...) combinée à l'arrivée des mères de famille du bled et des opportunités d'emploi nouvelles dans ce petit commerce pour des salariés débauchés, infléchit une tradition maghrébine traditionnelle, plutôt tolérante sur le halal, pour laquelle l'abstention de porc et d'alcool constituait la norme la plus consensuelle.

Au cours de la décennie 1990, alors que la guerre civile fait rage en Algérie et que la France est touchée par une vague terroriste islamiste liée à ces événements, le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, préoccupé par les circuits de financement de celui-ci et ses liens éventuels avec l'opacité de la taxation sauvage du halal, accorde le monopole de la délivrance de « cartes de sacrificateur » à la Grande Mosquée de Paris en 1994, au moment où il souhaite faire de cette instance liée à Alger le fédérateur de l'islam en France et lui procurer par ce biais des ressources financières. Deux ans plus tard, son successeur Jean-Louis Debré, dont la politique envers l'islam en France s'est distanciée d'Alger, transforme ce monopole en oligopole au profit de la Grande Mosquée d'Evry, liée à Rabat, et de celle de Lyon, dont les dirigeants sont issus du milieu Français-Musulman, qui avait choisi la France durant la guerre d'Algérie. Ces trois mosquées sont toujours, en 2011, les seules à habilitier des sacrificateurs musulmans, indispensables à l'estampillage de la viande abattue selon le rite islamique.

Or, durant les années 1990, les dirigeants des organisations islamiques politiques issues des Frères musulmans, focalisés sur la controverse du hijab à l'école qui leur paraissait la plus propice à faire émerger en France une communauté militante sous leur houlette, ne montraient pas de grand intérêt pour les enjeux trop complexes du halal, se référant alors au verset du Coran : « *Vous est permise la nourriture des Gens du Livre.* » (Coran, sourate 5, « La table servie », verset 5). Ce verset, qui autorise lato sensu les musulmans à consommer la viande des chrétiens et des juifs, est cité par le clerc qui fait autorité dans la mouvance islamiste, le cheikh Youssef al-Qhardawi, dans son ouvrage *Le licite et l'illicite en islam*, paru en 1960, et le président de l'UOIF considérait encore en 1998 que les musulmans pouvaient consommer sans péché de la viande abattue dans un pays de « tradition chrétienne ».

Cette attitude d'accommodement, sur un thème non encore perçu comme politiquement porteur, fut abandonnée pour une posture plus exigeante dans les années 2000 (...) De nouveaux acteurs (y) prirent position pour le dominer, par l'imposition de normes ultrarigoureuses définissant le « licite » et le distinguant de l'« illicite », dans le double objectif d'inverser le rapport de forces avec les négociants non musulmans prépondérants, et d'asseoir leur hégémonie sur la communauté dont ils redéfinissaient ainsi l'identité et les

frontières par une surenchère à la pureté. Pour cela, il fallait aussi montrer que la laïcité et l'incroyance répandues dans la société ne permettaient plus de qualifier les Français comme « Gens du Livre » (...) C'est l'exigence du halal qui a été à l'origine du renouvellement des institutions de l'islam en France au milieu de la décennie 1980.

AVS est créé en octobre 1991 et à la fin de la décennie appose son label sur « une centaine de boucherie et une vingtaine d'abattoirs ». En 2009, l'association déclare employer 150 personnes, dont plus d'une centaine d'agents contrôleurs, qui agissent dans plus de quarante sites d'abattage et centres d'élaboration (...) face à la certification « légère » de la concurrence, AVS et ISLA Délice ont contracté un partenariat entre virtuoses du hala, - qui établit les exigences comme norme en deçà de laquelle ils stigmatisent comme douteux les produits proposés sur le marché (... le produit traçable à 100%, isolé des autres pour ne pas voir sa pureté contaminée)

En septembre 2010, selon son PDG, la firme de Vevey (Nestlé, avec sa filiale Herta) était devenue « le numéro un mondial des produits industrialisés halal. Plus de 80 de nos 456 usines sont certifiées halal » (...) Le 17 janvier, un nouveau site, debat-halal.fr, fit une entrée fracassante (...avec) un rapport d'un laboratoire d'analyses qui montrait la présence d'ADN de porc dans les « saucisses knacki halal » de la marque, certifiées par la Grande Mosquée de Paris (...) et contraignit la marque à retirer pour de bon ses « knacki halal ». Il s'avéra que le site en question appartenait aux propriétaires d'une petite société de viande halal menacée par l'irruption des grands industriels (...)

Avec les migrations des travailleurs originaires du monde musulman vers l'Europe pour participer à la reconstruction au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis avec leur sédentarisation à partir du milieu des années 1970, suivies de la naissance sur le sol européen d'enfants – de confession musulmane par leurs parents – qui deviennent citoyens des Etats d'Europe, une inflexion majeure dans l'histoire moderne de l'islam se fait jour. Celui-ci avait été, jusqu'à l'époque coloniale, administré par des Etats censés faire appliquer la chari'a – ou loi issue des textes sacrés et de leur interprétation canonique, et dirigés par des souverains musulmans.

La colonisation de la plupart des pays d'islam par les puissances européennes chrétiennes introduisit un premier hiatus : les dirigeants des empires coloniaux n'étaient pas musulmans, la loi religieuse ne fut plus appliquée qu'au statut personnel, et la sécularisation du droit devint la règle dans les territoires administrés par la France, la Grande-Bretagne et leurs rivales. Face à ces défis d'ampleur, les courants de pensée et mouvements politiques du « réformisme musulman » virent le jour, s'efforçant de sauver l'essentiel – la croyance et le dogme- en trouvant les accommodements politiques et formels promettant de nettoyer la gangue de la scolastique qui étouffait l'islam et avait précipité la décadence de ses sociétés face à l'Europe conquérante. Ce courant « réformiste », qui s'opposait aussi à la laïcisation de la société indigène vers laquelle se tournaient certaines élites urbaines, notamment au Maghreb, enfanta le mouvement des Frères musulmans – né en Egypte en 1928, qui avait pour objectif d'instaurer un Etat islamique postcolonial appliquant une chari'a modernisée dans sa forme, dont l'idéologie se répandit dans l'ensemble du monde musulman, y compris, aujourd'hui, au sein des populations musulmanes d'Occident.

Les Frères constituèrent la matrice de cet islamisme politique contemporain, composé de plusieurs sensibilités. (...) En France, la mouvance issue des Frères va des hommes d'appareil de l'UOIF, qui ont exprimé leur proximité avec des partis de centre droit, jusqu'à

la nébuleuse qui se reconnaît dans Tariq Ramadan, le petit-fils du fondateur des Frères Hassan al-Banna, et a des accointances avec divers milieux tiers-mondistes et une partie de l'extrême-gauche. Mais dans le contexte français, il ne s'agit pas de conquérir le pouvoir – comme dans les pays majoritairement musulmans : bien plutôt d'exercer une influence politique maximale sur les populations ciblées, de les regrouper en une communauté spécifique en suscitant des thèmes de cristallisation identitaire, en dénonçant persécutions ou discriminations, afin de faire pression sur les autorités pour s'imposer comme intermédiaires obligés, et obtenir des avantages dans les domaines social, culturel, culturel, politique, etc, bénéfiques à leurs ouailles.

Cette stratégie par le haut (avec...) la lutte pour le port du voile à l'école (...) au terme de quinze ans d'agitation (...) échoua en définitive à construire (...) une communauté musulmane autonome. En revanche, l'émergence du halal (...) s'est développée « par le bas » (...) La nouvelle classe d'âge se faisait désormais entendre, en mettant de l'argent en circulation et en attendant en retour un service. Elle ne s'affirmait pas à partir d'une lutte de classes des opprimés musulmans, mais d'aspirations à se fondre dans une petite bourgeoisie définie par ses modes de consommation.

Aux yeux des acteurs politiques de l'islam en France, notamment la nébuleuse qui se situe dans le sillage de Tariq Ramadan et collabore avec l'extrême-gauche, les tiers-mondistes, les Indigènes de la République et autres mouvements qui mêlent revendications sociales et identitaires, cette population déshéritée représente une cible de choix à des fins de mobilisation – il importe de transformer sa conscience, de l'amener à la banale consommation halal jusqu'au soutien à des causes militantes, la Palestine par exemple, qui renforceront politiquement cette mouvance.

(...) Dans ce combat, les « Fréristes » institutionnels, comme les quinquagénaires de l'UOIF, conservent peu d'atouts, perdus dans la bataille ratée du hijab à l'école ou dans le contrôle infructueux du Conseil français du culte musulman, instance médiocrement influente en définitive. En revanche, les « Fréristes ramadaniens », quadragénaires et trentenaires, et leur bras séculier pour le halal, A votre service, ont identifié un créneau politique porteur, dont la traduction en un lobby électoral constitue la prochaine étape. (...) Fouad Imarraine, l'un des principaux prédicateurs de cette nébuleuse, fondateur du Collectif des musulmans de France en 1992, a intitulé une vidéo « leur halal n'est pas notre halal ».

(Se) pose aussi le problème du mariage : le même verset du Coran stipule qu'il est permis aux musulmans d'épouser des femmes des « gens du Livre ». Mais si les femmes non musulmanes vivant en Occident ne peuvent plus être considérées comme telles, il n'est donc plus licite de convoler avec elles, à moins qu'elles ne se convertissent préalablement à l'islam.

Cette vision des choses ne se limite pas à des questions banales de consommation de viande ; elle établit une coupure ontologique, au sein de la société française, entre les musulmans et la masse des autres qui, à l'exception notable des juifs orthodoxes (on note ici encore la prévalence du « modèle kasher »), ne peuvent plus être considérés comme gens du Livre. Au-delà des apparences, il s'agit d'un jugement grave au regard de la doctrine islamique : ceux qui n'entrent pas dans cette catégorie sont tenus pour « impies » - ou kafir en arabe.

(...) Le coup de force idéologique d'AVS consiste en effet à clore le débat, à disqualifier comme des musulmans trop tièdes ou mondains, voire hypocrites ou malhonnêtes,

ceux qui ne satisfont pas à ces critères draconiens – et à exercer un leadership moral et religieux incontestable destiné à se transformer en hégémonie économique et politique.

La réplique à cette stratégie de pouvoir est pourtant venue, de façon surprenante en apparence, d'un mouvement plus rigoriste encore, considéré d'ordinaire comme le gardien du temple de l'orthodoxie musulmane, le salafisme. Les adeptes en sont connus pour leur approche littérale des Saintes Ecritures, leur méfiance envers la modernité perpétuellement soupçonnée d'adultérer la pureté des Commandements divins, mais aussi leur hostilité à la politisation de la religion dont ils font grief à leurs adversaires, les militants islamistes « Fréristes » ou Ikhwanis (de l'arabe Ikhwan Muslimun, « Frères musulmans »). Dans la lutte plantaire pour le leadership sur l'expression de l'islam, les salafistes sont, dans leur majorité, des défenseurs du modèle saoudien de gouvernance, appuyé sur les oulémas, les clercs de l'islam sunnite, qui fournissent à la monarchie des Saoud leur légitimité religieuse, tout en séparant bien le domaine du pouvoir, qui revient à la dynastie, et celui de la religion, dont ils se considèrent comme les spécialistes exclusifs. Ils sont hostiles à la confusion du politique et du religieux contenue dans l'idéologie des Frères musulmans, où le rôle des clercs disparaît au profit d'une interprétation non savante des textes par des activistes, militants, spécialistes de disciplines mondaines qui vont de l'ingénierie à la médecine ou l'informatique.

Les salafistes contemporains (...) ont bâti (...) des réseaux économiques intégrés spécifiques, transnationaux et locaux. Ils vont du trafic de téléphones portables, iPads et notebooks dernier cri rapportés de Dubaï – la Mecque du cyberislamisme – au maillage de certains quartiers populaires de France par des swandicherias et autres boucheries halal. Ils se traduisent parfois par l'apparition d'îlots salafistes parcourus par des hommes barbus, en djellaba au-dessus des chevilles, sur laquelle ils passent un anorak l'hiver, et de femmes au visage couvert du niqab – jusqu'à la mise en application en avril 2011 de la loi prohibant le voile intégral dans l'espace public, respectée dans l'ensemble par une mouvance qui évite en règle générale l'affrontement avec l'autorité publique.

L'opiniâtreté normative d'AVS gênait les activités commerciales des kebabs et autres boucheries des « salafs » en faisant accroire qu'existaient, en dehors d'eux, des prescriptions islamiques suprêmes et contraignantes édictées par leurs rivaux « fréristes ». Elle a aussi été perçue pour une velléité d'hégémonie, par-delà le halal et son juteux commerce, sur l'expression de l'islam en France. (...) L'internaute salafiste ne s'identifie pas par son nom, mais la mise en ligne sur le portail salafs.com vaut autorité pour ses treize feuillets au format pdf signés d'un mystérieux « Traduit et publié par les Salafis de l'Est ».

(...) Il pose que « tout ce qui n'est pas interdit par le Législateur (Allah) est licite et, dans l'absolu, ne nécessite pas d'étiquetage (...) le principe de base est que tout est halal (licite) sauf ce qui a été interdit par un Texte (sacré) ». Il poursuit en démontrant qu'il est « faux d'exiger que la bête soit sacrifiée par un musulman pour être licite » (...) Il sape le fondement de (l') édifice politico-commercial (d'AVS) d'hégémonie communautaire en déclarant licite la consommation de viande égorgée dans le « pays de tradition chrétienne » qu'est la France et, par voie de conséquence, juge nul et non avenue pareil organisme certificateur s'il tombe sous le coup de l'accusation « d'exagérer ».

(Cette controverse) reflète la compétition entre salafistes et fréristes pour dominer l'expression de l'islam impératif dans le monde d'aujourd'hui – dont l'Hexagone, avec ses millions de musulmans en terre occidentale, représente un champ de bataille important.

Le salafiste avait objecté (...) qu'il suffisait que le sang giclât au moment de la saignée, sans entrer dans des débats sans fondement sur l'étourdissement. Le giclement du sang garantit que l'animal s'en vide totalement, permettant une meilleure conservation de la viande – alors que la bête morte, dont le sang ne jaillit pas même si elle est égorgée, ne s'en évacue pas, accélérant la putréfaction des chairs. Paradoxalement, le salafiste, en se référant strictement à la lettre du Texte sacré, y a retrouvé un principe prophylactique universel simple et évident, alors que son adversaire, par la surinterprétation de ce même Texte, paraît défendre surtout les intérêts particuliers de son propre organisme de certification halal.

A la différence de la kashrout, qui accompagne des fidèles peu nombreux parmi lesquels les observants cherchent à se protéger de l'adultération mais s'abstiennent de tout prosélytisme, le hala appartient à une religion qui concerne près d'un Français sur dix, est majoritaire dans certains quartiers populaires, et déploie un fort prosélytisme exprimé par des conversions régulières.

II Les trois âges de l'islam de France La citoyenneté inaccomplie

Tout en séparant l'Etat de l'Eglise catholique, en vue de mettre un terme à l'ingérence politique du Vatican dans les affaires de la nation, le législateur a établi d'emblée des dispositions dérogatoires à la règle stricte qui voudrait que le contribuable ne finançait pas les religions, soucieux de tenir compte de la foi comme phénomène social et de ne pas pénaliser les fidèles (que c'est joliment dit ! vso). A cette fin, l'entretien et les réparations des édifices cultuels bâtis avant 1905 ont été affectés à la charge des communes (pour les églises) et des départements (pour les cathédrales). Dans les faits, cette dérogation concerne l'immense majorité des 45 000 lieux de culte catholiques, qui seraient tombés en ruine sans cette subvention massive des deniers publics et sont ainsi devenus, par-delà leur fonction culturelle, une partie du patrimoine de la nation.

Cette laïcité, mieux tempérée que sa conception dogmatique aurait pu le laisser accroire, a su trouver les accommodements raisonnables pour financer, en 1926, deux décennies après la loi de séparation, l'édification de la Grande Mosquée de Paris, sur un terrain donné par la municipalité de la capitale, dans le V^e arrondissement, et grâce à une subvention expressément votée par l'assemblée nationale en 1920. L'objectif en était de payer la dette de sang, par un symbole fort, aux soldats musulmans de l'empire colonial morts pour la France pendant la Première Guerre mondiale, mais aussi de favoriser la constitution d'un islam « francophile » face aux mouvements indépendantistes d'Afrique du nord ou du Levant qui mobilisaient cette religion à l'appui de leur cause.

Plus de dix décennies après son inauguration le 15 juillet 1926, par le président Gaston Doumergue et le sultan du Maroc Moulay Youssef, la France comptait, à la fin de 2010, 2101 mosquées, selon le dénombrement du ministère de l'Intérieur. Aucune de celles-ci n'avait bénéficié de conditions de financement aussi favorables que la première (...) Plus surprenant (...) alors que l'Etat laïque n'a pas vocation à comptabiliser les lieux de prière, et ne fournit que des approximations lorsqu'il est interrogé sur les autres religions, il dispose de chiffres très précis pour l'islam. C'est en effet sur la base des mosquées déclarées à l'administration et de la superficie de chacune que sont établies les listes pour l'élection des délégués au Conseil français du culte musulman inauguré en 2003 (...) par le ministre de l'Intérieur de l'époque et futur président Nicolas Sarkozy – un signe que, de la III^e à la V^e République, la représentation de l'islam se gère au sommet même de l'Etat.

(...) Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant précisait (...) en avril 2011, que « en 1905 il y avait très peu de musulmans en France, aujourd'hui il y en a entre cinq et six millions ». (...) La première (question) est celle des sources et des critères qui ont permis de quantifier et de définir les musulmans en question. (...) L'étude de référence, *Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations de France*, publiée en octobre 2010 par l'INED/INSEE, et basée sur la déclaration de sondés en matière de religion, comptabilisait 2,1 millions de personnes se disant musulmanes en France.

Dans le dernier quart du XX^e siècle, la disparition massive des emplois salariés des travailleurs immigrés se traduit par la réémergence de marqueurs religieux forts. Réifiant l'appartenance à la communauté islamique d'origine – réelle ou imaginaire – ils restauraient la dignité ici-bas face au déclin professionnel et à la régression sociale par la réitération du salut dans l'au-delà pour les humbles et les petits – les *mustad'afun* du répertoire islamique.

Les faits sociaux sont têtus : chez les enfants nés en France ou immigrés très jeunes lorsque le père fit venir sa famille pour le rejoindre, et qui ont acquis, en fréquentant l'école française, un capital éducatif sans commune mesure avec celui de la génération précédente, les aléas hérités du passé parental restent prégnants. Pour beaucoup, ce n'est guère que l'enchaînement hasardeux des emplois précaires qui a permis de dissiper le spectre du chômage ; et la participation politique demeure faible (...) La minorité qui se détache grâce à des trajectoires individuelles remarquables, dans l'entreprise, l'université ou le monde associatif, peine à l'accomplissement de la citoyenneté dans le cadre institutionnel de la démocratie – ne serait-ce qu'à cause de la fermeture des partis politiques.

Le sociologue Abdelmalek Sayad (...) avait décrit en 1977 les « trois âges de l'émigration algérienne en France ». Il y distinguait un premier âge où les communautés rurales, que le travail de la terre ne nourrissait plus, envoyaient en France les paysans kabyles, un deuxième âge où la communauté perdait le contrôle sur ces « paysans dépayés » qui bricolaient individuellement leur destin par rapport à l'usine, à la mine, aux syndicats de métropole, et un troisième âge où s'installa une « colonie algérienne en France » - renversant à partir du bas la logique de la colonisation française en Algérie, advenue par le haut, par la conquête militaire et le contrôle de l'Etat. Lorsque Sayad publia son article à la fin de la décennie 1970, la « colonie algérienne » (cela vaudra également pour les autres pays du maghreb, du Sahel, et in fine pour la Turquie) était entrée dans un processus de sédentarisation et de regroupement familial – qu'accompagna l'émergence d'un premier âge de l'islam. En rétrospective, trois bonnes décennies plus tard, on nomme aujourd'hui en banlieue celui-ci : « l'islam des darons » (des pères). (...) Pour les Maghrébins et les Africains, il est fait d'un mixte où la prégnance de la domination coloniale par l'Empire français outre-Méditerranée s'est prolongée dans ce qui fut la Métropole avant d'être réduit à l'Hexagone – et s'enchevêtre avec l'autorité exercée désormais par les régimes issus de l'indépendance, notamment les pouvoirs forts d'Alger et de Rabat.

Cet « islam des darons » (...) représente le premier moment de la dialectique, celui de l'affirmation d'un islam de soumission et de paix sociale. Il était au départ le seul visage de cette religion en France ; il persiste jusqu'à aujourd'hui, des instances comme la Grande Mosquée de Paris – d'obédience algérienne - ou le Rassemblement des musulmans de France – d'obédience marocaine – s'efforçant de le gérer, mais il a perdu la prédominance qui était autrefois la sienne.

Le deuxième âge voit entrer en scène deux nouveaux acteurs : l'Etat français, d'une part et des mouvements islamistes, d'autre part, portés par des étudiants issus des Frères musulmans ou proches d'eux, et venus pour la plupart du « bled » pour fréquenter l'Université en France. C'est « l'Islam des Frères » - ou « l'islam des blédards ». Préoccupés par les mouvements politiques qui agitent le monde musulman et qui ont, comme la révolution iranienne puis la guerre civile en Algérie, des répercussions en France, les pouvoirs civils ont mis en œuvre, à partir de 1989, des consultations qui aboutiront à une institution de type consistorial, traduite finalement, en mai 2003, par la création du Conseil français du culte musulman (CFCM). Cette représentation de l'islam *de* France, qui avait pour objectif d'échapper à la main mise étrangère caractéristique de l'âge des « darons », trouva paradoxalement son expression la plus structurée dans l'Union des organisations islamiques *en* (puis *de*) France (UOIF), fédération d'inspiration « frériste », évoquée plus haut, qui, pendant quinze ans, mena d'un côté le combat pour le port du voile à l'école et constitua, de l'autre, l'épine dorsale des divers projets consistoriaux et l'interlocuteur de dernier recours de l'Etat.

(...) Les « Frères » de l'UOIF étaient des blédards, non représentatifs du tissu social des enfants d'immigrés (...) Leurs relations financières et idéologiques avec les figures de l'establishment des Frères musulmans liés à divers Etats du Golfe – avec lesquels les gouvernements français successifs ont noué par ailleurs des partenariats privilégiés – maintenaient une dimension fortement exogène à leurs déterminants et leurs motivations. (...) Ces contradictions ont donc entraîné en 2011 une crise de l'UOIF – et du CFCM dans la foulée.

Entre le moment de « l'islam des darons » et celui des « l'islam des blédards », il y a eu une première étape médiane, portée par le tabligh, ce mouvement piétiste et prosélyte d'origine indo-pakistanaise, apolitique, qui a joué le rôle principal dans la réislamisation des banlieues – et pour les premières conversions en milieux populaires de souche européenne. Il en fut le moteur à la base, par des tournées de prédication dans les quartiers déshérités sur lesquels s'était abattu le chômage ou la drogue, où il prônait un fort repli identitaire corseté par une pratique très stricte. Présent en France dès la fin des années 1960, il connaît son apogée dans la décennie 1980 – période après laquelle sa dimension intellectuellement fruste limite son impact durable chez les jeunes éduqués par l'école française. Il demeure aujourd'hui très bien implanté et contrôle un nombre significatif de mosquées, mais constitue surtout un sas que quittent au moins autant de fidèles qu'il n'en arrive – les « sortants » demeurant d'ordinaire marqués par l'intensité de la foi qu'il développe.

Le troisième moment de cette dialectique, qui a vocation au dépassement des contradictions précédentes, est celui de « l'islam des jeunes ». Il est porté par la génération née ou élevée en France – les enfants des « darons » qui arrivent à l'âge adulte à partir de la dernière décennie du XX^e siècle, cadets des « Frères » blédards dont ils contestent le droit d'aïnesse. Revendiquant haut et fort l'héritage des pères dont ils veulent restaurer la dignité bafouée par l'exploitation capitaliste puis le chômage, ils excipent de leur nationalité française pour tenir à distance le CFCM, où certains voient une rémanence du caïdat par lequel l'administration coloniale gérait la population indigène assujettie, mais non citoyenne. Ils appartiennent à l'univers culturel métissé d'une jeunesse dont le verlan est un emblème, et qui les désigne par le vocable de *reubeu*, *renoi*, voire *ketur* ou – pour les converti(e)s – *céfran*. Ils se lancent à leur tour dans l'action religieuse et militante à partir du début de la décennie 1990, dominée par « l'islam des blédards », mais ne supplantent vraiment ces derniers qu'après les émeutes de 2005 et sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Français pour la plupart, très ancrés dans le tissu social, ce sont des entrants « par le bas » dans l'univers politique, où leurs associations, dont certaines ont passé des alliances avec l'extrême-gauche, d'autres se constituant en lobby islamique sur le « modèle » juif, ont des mots d'ordre fortement revendicatifs. Ils sont omniprésents sur Internet, s'y emparent des débats centraux de la société française globale – la laïcité, la « burqa », l'islamophobie. Certains ont fait du halal leur étendard identitaire propre et bataillent en ligne contre les « identitaires » français.

(...) Cette troisième génération, toutes tendances confondues, affiche un « islam décomplexé », dont le moindre des paradoxes, tandis que sa citoyenneté politique ne parvient pas à pleinement s'accomplir, est de s'articuler en profondeur aux acquis de la démocratie française, à commencer la liberté d'expression, de manifestation et d'association – envers laquelle les générations précédentes nourrissaient quelque inhibition.

Entre le deuxième et le troisième moment de cette histoire dialectique de l'islamisation, s'est insérée une seconde étape médiane, portée par le salafisme. Prolongeant la réislamisation initiée par le tabligh, elle la dépasse en l'adaptant à un cybermonde qui a profondément pénétré en banlieue. Elle est le vecteur de prédilection d'individus qui cherchent à se reconstruire après une rupture identitaire forte – elle touche ainsi en priorité les enfants d'Algériens, fréquemment les Kabyles et harkis – chez qui le réseau religieux est moins prégnant qu'en milieu marocain, et les convertis. Pour les salafistes, il ne saurait y avoir d'islam *de France* : ils consacrent toute leur énergie à coller à l'« orthodoxie » des oulémas saoudiens, constitués en une véritable Eglise de l'islam sunnite mondial grâce à la rente pétrolière.

Au début de la seconde décennie du XXI^e siècle, ces différents âges et ces stratégies diverses cohabitent, s'interpénètrent, se concurrencent, au sein d'un islam de France dont ils rendent la structure globale complexe pour le non-initié comme pour les autorités publiques.

Même avec la venue au pouvoir de régimes issus des Frères musulmans ou composant avec eux dans les pays qui ont connu les « printemps arabes », notamment en Tunisie où les dirigeants du parti Nahda sont les mentors de l'équipe tunisienne qui pilote l'UOIF depuis juin 2011, ou au Maroc où le Parti pour la Justice et le Développement fournit l'arcature du RMF, majoritaire au CFCM, le soutien politique et financier qu'ils apporteraient à leurs épigones de l'Hexagone ne pourrait changer la sociologie de l'islam de France, où les jeunes – *reubeus, renois, keturs* et *céfrans* – vont dominer la scène.

L'islam des « darons » et de la soumission

Dans leur conscience propre comme à travers la vision de leurs employeurs de l'industrie automobile, minière, du BTP, gros consommateurs de main d'œuvre banale, dans les stratégies planificatrices de l'Etat, ils étaient voués à repartir au bled où ils vivraient de la fructification des économies d'un dur labeur – remplacés par des frères ou des cousins descendus de l'Atlas, du Rif ou du Djurdjura, selon le mouvement lent et inexorable de la noria migratoire. Ils n'avaient pas accès à la parole publique – et c'est du reste au nom de leur souffrance muette, de l'ingratitude prêtée à la France que se sont parfois dressés ceux qui, parmi leurs enfants, ont exprimé, en forme de revanche, l'esprit de révolte caractéristique de certaines associations islamiques de la troisième génération. Facteurs de production silencieux – et rarement francophone – d'une reconstruction de la France dont ils constituèrent en

quelque sorte la cheville ouvrière avant d'être éliminés du salariat par les conséquences de la crise du pétrole consécutives à la guerre (« du Kippour », ou « du Ramadan ») d'octobre 1973, les « darons » étaient les adeptes peu loquaces d'un islam populaire. La plupart d'entre eux ne maîtrisaient pas l'arabe classique du Coran hors de la portée de ces ruraux fréquemment analphabètes qui parlaient les dialectes maghrébins ou berbères, le soninké ou le bambara de la vallée du Sénégal et des régions sahéliennes.

Cet islam d'ouvriers vivant en célibataires, porteur d'une foi du charbonnier musulman où le Ramadan était mis entre parenthèses au motif que l'immigration s'assimilait à un voyage (qui dispense de cette obligation) et où bière, gros rouge et pastis figuraient en bonne place dans la convivialité prolétarienne, n'était accompagné que de loin par la Grande Mosquée de Paris. Celle-ci, jusqu'en 1982, resta sous le contrôle de Si Hamza Boubakeur, issu d'une confrérie de notables liés à l'Algérie française, en conflit avec les autorités de l'Algérie indépendante.

Les deux événements qui bouleversèrent ces certitudes et cette quiétude l'islam en France furent la guerre d'octobre 1973, puis la révolution iranienne en 1979 (...) Tout d'abord, le renchérissement des prix mondiaux des hydrocarbures, par suite de l'embargo des pays arabes producteurs faisant ainsi pression sur les alliés occidentaux d'Israël, accentua une réorganisation profonde des structures de la production industrielle et la substitution des machines à la main d'œuvre banale, parmi laquelle les travailleurs immigrés étaient nombreux. Le chômage dans lequel beaucoup furent alors précipités ne se traduisit pas par les retours massifs au pays escomptés bien plutôt par la décision de demeurer sur place et de faire venir, par le biais du regroupement familial, femme et enfants restés au bled : sédentarisation aléatoire, qui se produisait dans les circonstances les plus adverses. D'autant que, contrairement aux espoirs de ceux qui n'avaient jamais connu que le plein emploi, un chômage structurel s'installa pour durer jusqu'à nos jours.

C'est dans ce contexte que, au sein des foyers de travailleurs immigrés d'où l'on ne partait plus au travail et où les salaires ne rentraient plus, au sous-sol et en rez-de-chaussée des cités HLM où s'installaient les familles nouvellement réunifiées, et dans certaines usines où se multipliaient grèves et débauchages, firent leur apparition, au cours de la seconde moitié de la décennie 1970, des salles de prière musulmanes, qui comptèrent bientôt quelque 300 unités, alors qu'on n'en comptait qu'une trentaine en 1970. Elles ne se situaient pas dans l'espace public, mais parsemaient discrètement les lieux d'habitat et de travail. (...)

Dans un premier temps, ces salles de prière plus ou moins spontanées furent prises en main par des ouvriers ou des chômeurs, qui se cotisaient pour faire venir un imam, souvent assez fruste, du Maroc, avec la bénédiction des consulats du royaume chérifien. Mais simultanément commencèrent à apparaître dans les salles de prière de certains foyers des prédicateurs échappant au contrôle des pays d'origine : ils appartenaient au tabligh, le plus important réseau piétiste islamique transnational, originaire du sous-continent indien, et au monde des Frères musulmans (...)

De plus, au milieu du désarroi immense causé par la crise économique, l'affirmation d'un islam d'allégeance aux dirigeants du Maghreb apparaissait aussi comme un antidote face à l'agitation que les gauchistes, à travers le Mouvement des travailleurs arabes, menèrent durant le premier grand mouvement social des travailleurs immigrés, sept ans après Mai 68 – la grève des loyers dans les foyers de la Sonacotra, en 1975-1976. Dans cette décennie de fortes tensions, circula même –déjà !- un tract marxiste-léniniste qui mettait sous le boisseau

l'athéisme du matérialisme dialectique pour appeler à célébrer l'Aïd-el-Kébir avec les prolétaires musulmans – tandis que les directeurs de foyers, anciens sous-officiers de l'armée coloniale pour la plupart, voyaient au contraire dans l'ouverture de salles de prière l'occasion de promouvoir des interlocuteurs pieux et conservateurs qui s'opposeraient au bolchevisme. Dans les usines automobiles occupées par les grévistes, patronat et CGT poussaient leurs imams respectifs, jaunes ou rouges, à faire respecter l'outil de travail ou à réclamer la justice sociale – au nom de l'islam dans les deux cas.

(...) La pression victorieuse exercée contre Israël à travers l'embargo pétrolier envers ses soutiens occidentaux lors de la guerre d'octobre 1973 avait donné un immense prestige aux pétro-monarchies conservatrices de la péninsule Arabique. L'augmentation consécutive des cours du brut devint une manne divine, mise entre autres au service de la propagation à travers le monde de la vision impérative de l'islam, de rigueur dans ces pays. Celui-ci, autrefois marginalisé par les régimes autoritaires « progressistes » comme l'Égypte ou l'Algérie, revenait en force, riche de pétrodollars, sur la scène publique, et parviendrait graduellement au cœur du politique. Parmi ceux qui mirent à profit cette réislamisation rampante pour pousser leur avantage, les Frères musulmans, organisés pour s'emparer du pouvoir afin d'instaurer l'Etat islamique et d'appliquer la chari'a, sortirent des geôles où les avaient enfermés et torturés la répression de Nasser et de ses émules, popularisant sur les campus et dans les quartiers populaires leur slogan « l'islam est la solution ».

(...) La survenue de ces défis (les) contraignit à intervenir directement sur le sol français, attisant dans la foulée les rivalités entre Alger et Rabat. Dans un premier temps, (...) Paris ne craignait pas (leurs) agissements (de ces militants) sur son sol. Le renversement du régime du Shah et l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, en 1978-1979, en associant les mots « révolution » et « islamique », les persuada au contraire qu'il y avait péril en la demeure. Des incidents et des assassinats perpétrés par des Iraniens « étudiants dans la ligne de l'imam » que fit expulser Gaston Defferre, le premier ministre de l'Intérieur de François Mitterrand, donnèrent l'alerte. A la même époque, en 1982, de grandes grèves dans l'automobile furent scandées avec la prière en direction de La Mecque par des travailleurs immigrés sur les parkings des usines occupées. Le phénomène était dû à la surenchère à l'islam entre syndicats et patronat et n'avait pas de lien direct avec la propagande khomeyniste – mais leur survenue concomitante établit dans les esprits des responsables une relation de cause à effet.

Dans l'urgence, le gouvernement socialiste dont certains membres avaient été « porteurs de valises du FLN durant la guerre d'Algérie, et dont le ministre de l'Intérieur était maire de la très algérienne Marseille – affirma à Alger le contrôle de l'islam en France. En septembre 1982, Si Hamza Boubakeur céda son poste de « recteur de la Mosquée de paris » à cheikh Abbas Ben Cheikh el Hocine, ancien ambassadeur du FLN en Arabie Saoudite et membre éminent de l'establishment religieux algérien. Le ministère des *habous* – ou biens de mainmorte islamiques – d'Alger prit en charge financièrement le fonctionnement de la Grande Mosquée, et affecta 80 imams pour exercer leur magistère à travers la France dans le réseau des mosquées qui étaient d'obédience algérienne. L'Amicale des Algériens n Europe (...) prêta la main à cette entreprise, avec les moyens et le prestige d'un Etat qui restèrent importants jusqu'au basculement de ce pays dans la guerre civile, à partir de 1989. Cette ingérence en appela une autre : la Ligue islamique mondiale (*Rabitat al'alam al islami*), bras séculier de l'extension dans le monde de l'islam wahhabite en vigueur en Arabie Saoudite, qui avait ouvert un bureau à Paris dès 1977, s'employa à financer l'édification de mosquées.

Contrairement aux salles de prière des foyers, cités HLM et usines, qui appartenaient aux bailleurs ou aux entreprises et étaient seulement mises à disposition des fidèles, les mosquées financées par le *Rabita* devaient être la propriété des associations islamiques concernées – dont la loi libérale du gouvernement socialiste en 1981, qui levait l'autorisation préalable de l'administration pour les étrangers, favorisa la multiplication. Elles seraient donc situées dans l'espace public et auraient besoin d'un permis de construire, délivré par les mairies. C'est par ce biais que la question des mosquées fit son entrée dans le débat politique : les pétitions se multiplièrent pour faire pression sur les édiles afin d'entraver les projets (...)

Deux réseaux concurrents tentèrent de se fédérer pour apparaître comme les représentants par excellence de cette nébuleuse islamique en France. Face à la position hégémonique de la Grande Mosquée de Paris d'obédience algérienne, d'autres acteurs voulurent constituer une alternative « française » : la Fédération nationale des musulmans de France. (...) Les convertis qui prirent les commandes de cette Fédération naissante (...) étaient surtout motivés par les intérêts propres de leur groupe restreint d'adeptes, au sein d'une instance brassant fort large. Ils appartenaient à une élite intellectuelle dont les préoccupations avaient trop peu en commun avec la vie quotidienne et les problèmes sociaux des populations défavorisées issues de l'immigration, pour que la greffe de l'« islam français » prît en cette année 1985. (...) La velléité de créer un « islam de France » à partir de la FNMF fit long feu, et celle-ci changea de nature pour devenir le véhicule de la version marocaine de « l'islam des darons », piloté depuis Rabat, en lien avec les consulats, tandis que l'Algérie, qui s'enfonça dans la guerre civile durant la décennie 1990, n'avait plus les moyens politiques de projeter sa puissance dans l'Hexagone.

La tentative infructueuse de la FNMF avait toutefois ouvert une brèche dans la domination d'un Etat étranger sur l'islam en France. Durant la première cohabitation (1986-1988), elle fut colmatée par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, qui considéra de nouveau Alger comme seul interlocuteur. Il reviendrait à Pierre Joxe, sous le second septennat Mitterrand, de relancer à partir de 1989 une logique consistoriale à la recherche d'interlocuteurs non étatiques – opportunité dont saurait profiter l'UOIF.

La réislamisation ambulante du Tabligh

Tandis qu'Alger et Rabat poussaient leurs pions pour tenter d'encadrer « par le haut » l'expression religieuse de leurs ressortissants, faisant de ce contrôle un levier dans leurs relations d'ensemble avec l'Etat français, l'acteur principal de la réaffirmation islamique en France se déployait « par le bas », en déphasage complet avec ces hautes manœuvres. Il provenait (...) d'un mouvement piétiste et missionnaire né en Inde, dans le Raj britannique, en 1927, le tabligh. Cette « propagation de la foi » résume une vocation prédicatrice née durant une crise d'identité extrême de l'islam indien, autrefois dominant politiquement dans le sous-continent indien durant de longs siècles, puis pris entre le marteau du pouvoir colonial chrétien et l'enclume de la majorité hindouiste, et menacé par là d'adultération et de sécularisation, à la hantise des plus rigoristes de ses fidèles. Spécialement adapté à la prédication en terre où l'Islam est minoritaire, causant ainsi le désarroi de ses adeptes, le tabligh vise à remettre les musulmans « égarés » dans le droit chemin, cette rectitude morale s'accompagnant de l'inculcation d'un habitus quotidien qui prend exemple de manière mimétique sur la vie du Prophète.

(...) Sans doute la plus importante organisation islamique du monde par le nombre de ses fidèles – essaima en dehors de son Inde natale dès les années 1950, grâce à l'une de ses caractéristiques les plus frappantes : l'itinérance. (...) En France, le mouvement cibra dans un

premier temps, avec un grand succès, les travailleurs immigrés déstabilisés par un chômage massif à partir du milieu des années 1970. Dans un second temps, à partir de 1985, les jeunes – notamment ceux qui avaient basculé dans la toxicomanie et la délinquance – devinrent un enjeu majeur. Après de remarquables succès initiaux, la prédication marqua le pas au tournant des années 2000 – mal équipée pour accompagner l'élévation du niveau éducatif et les exigences intellectuelles de la génération passée par l'école française, et supplantée chez les jeunes par le salafisme – tout en restant bien ancrée parmi les « darons », notamment marocains.

« Progressivement, les mosquées poussent, les boucheries halal, les voyages au pèlerinage, les librairies musulmanes (...) facilitant et encourageant le retour à la pratique religieuse ». « C'est dans cette période que le tabligh s'installe en France (...) 1965-1985, le retour massif des musulmans à la religion s'est opéré (...) l'objectif est en grande partie réalisé ». C'est en effet à la fin des années 1960 que les premiers missionnaires du sous-continent arrivent en France et dans les années 1970-1973 – selon l'ensemble des témoignages que nous avons recueillis – qu'ils investissent les salles de prière se créant dans les foyers de travailleurs. Le Quartier général (*markaz*) du mouvement en France, établi d'abord à Clichy-Garenne, puis dans le XI^e arrondissement parisien, est transféré finalement, on l'a dit plus haut, à St Denis. Là sont organisées les plus longues sorties, de quatre mois, qui amènent les adeptes les mieux motivés à Raiwind au Pakistan, près de Lahore, ou à Nizamuddin en Inde, dans les environs de Delhi. Un cheikh charismatique incite les fidèles néophytes ou chevronnés à « sortir » pour des périodes allant de dix jours à quatre mois – en pourvoyant eux-mêmes à leurs besoins, le mouvement se chargeant d'identifier les moyens de transport, les relais sur le terrain et l'obtention des visas si nécessaire.

Le « marquage » du territoire français par ces tournées – dont beaucoup se déroulaient à pied les premières décennies – est extrêmement serré, plusieurs adeptes nous ayant détaillé par le menu toutes les communes d'une région où ils ont fait leurs visites apostoliques – un peu à la manière des Témoins de Jéhovah. En Inde, les plus motivés sont identifiés, formatés, par les dirigeants du mouvement : c'est ainsi que furent sélectionnés les neuf membres du *majliss al choura* (conseil consultatif) qui dirigent la section française de cette internationale islamique, et déterminent, au *marqaz* de St Denis, les destinations des « sorties » à l'étranger, accueillent les adeptes venant prêcher à partir du reste du monde, etc. (...) L'impact du mouvement fut décisif et revêtit des proportions véritablement phénoménales pour « rallumer la flamme de la foi » - bien que le phénomène fût resté peu connu à cause de sa faible institutionnalisation, et de son absence de production de textes, à l'exception d'ouvrages de piété compilés par les fondateurs.

« Le premier changement fut la venue des jeunes dans la religion et les sorties. Cela débuta en 1985 et 1986 et ne fait qu'augmenter depuis. Avant cela, le tabligh en France n'était constitué que de travailleurs immigrés : rares étaient les étudiants venus du pays ou les jeunes grandis en France ». (...) De même, on se garde d'enjoindre aux filles de porter d'emblée le voile car « c'est ce qui bloque », attendant qu'une pratique accrue y conduise naturellement. Le prosélytisme envers les chrétiens commence par la présentation de la place de Jésus dans le Coran, les athées sont amenés à la foi par la critique du darwinisme et l'affirmation du créationnisme (...) Lors de l'enquête effectuée en 2010-2011 à Clichy-Montfermeil, nous avons recueilli de nombreux témoignages qui attestent le rôle moteur qu'ont joué les « sorties » du tabligh pour réislamiser les anciens dealers et toxicomanes en les sortant de la drogue, dans les cités ravagées par l'héroïne pendant les années 1980.

Le tabligh a rencontré deux obstacles majeurs lorsqu'il aborda sa « quatrième étape ». Le premier fut sa difficulté à répondre à une demande de religion à contenu intellectuel, et le second sa marginalisation par rapport aux enjeux proprement politiques dont se préoccupent les associations islamiques de la troisième génération. M. Benhalima offre un témoignage éloquent du premier cas, à partir de son expérience de « principal organisateur » de la prédication chez les étudiants en 1990-1991 : « Le décalage culturel est énorme entre les travailleurs immigrés et les étudiants venus du pays pour poursuivre leurs études supérieures. Comment peut-on demander à ces travailleurs de prêcher des gens largement plus instruits qu'eux alors qu'ils ont toujours eu affaire à des gens de leur milieu ? (...) quand venait le temps de les greffer au gros du mouvement, nous n'y arrivions pas. Aussi ce mouvement s'éteignit-il en 1992 ».

(...) On peut estimer sans grand risque d'erreur que la majorité des musulmans qui ont découvert la foi et la pratique en France sont passés à un moment ou un autre – généralement au début du processus – par le tabligh. Il en est resté une intensité de la piété notable – même lorsque la pratique a été relativisée. (...) D'autres ont conservé de leur stage au tabligh des habitudes d'ordre, de dévouement et de sérieux, autant de qualités qu'ils ont transférées dans le champ intramondain pour devenir des professionnels efficaces et respectés en divers domaines – de l'entrepreneur à l'adjoint au maire.

Les Frères et les « Blédards » : le consistoire islamique

Lorsque François Mitterrand fut réélu en mai 1988, la situation de l'islam en France s'était structurellement transformée durant son premier septennat. Les jeunes issus de l'immigration, principalement nord-africaine, avaient fait irruption sur la scène politique. Comme classe d'âge, ils n'existaient pas en tant que tels auparavant, encore enfants dans les années 1970. « L'été chaud des Minguettes » - du nom des grands ensembles de la banlieue populaire de Lyon où éclatèrent en 1981 des incidents dont les protagonistes étaient de jeunes Arabes, initiant un cycle de trente ans de crise récurrente des banlieues – les projeta brusquement en pleine lumière avec l'embrasement des quartiers, deux mois à peine après la première élection du président socialiste, faisant trébucher le nouveau gouvernement sur un double scandale social et politique.

D'une part, ils furent le révélateur d'un profond problème social dont le pays ne soupçonnait pas même l'existence : la progéniture des « darons », les travailleurs immigrés invisibles qui avaient reconstruit la France avant d'être oubliés et relégués dans un chômage massif, faisant irruption comme classe d'âge inédite d'adolescents et de jeunes gens sans perspectives. Ils étaient porteurs, d'autre part, d'une révolte populaire, qui s'exprimait en partie par des comportements délinquants d'atteintes aux biens, et n'était pas canalisée par les syndicats et partis de gauche – d'autant moins que ceux-ci n'avaient aucune implantation dans ce milieu étranger au monde du travail, et qu'ils avaient été cooptés au gouvernement socialiste de M. Mauroy, perdant par là leur capacité à encadrer un mouvement social informel. Même l'extrême gauche issue de Mai 68 – dont certains ténors figuraient en bonne place dans l'entourage du nouveau président – ne les connaissait pas. Ce fut toutefois à ces derniers, ainsi qu'à des religieux chrétiens engagés en banlieue, qu'échut la tâche de domestiquer politiquement cette révolte sociale sauvage, dont l'idiome, le verlan, portait la parole singulière, tandis que les écrans de télévision s'emplissaient d'images de voitures brûlées après des rodéos dans les « cités » - devenues par antiphrase involontaire la face d'ombre de la citoyenneté.

Durant le premier septennat Mitterrand, certains de ces jeunes furent ainsi organisés graduellement, aboutissant à la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » de 1983, que les médias surnommèrent la « Marche des beurs » - acclimatant ce terme de verlan dans l'usage linguistique institutionnel, et procurant le sentiment illusoire (et la bonne conscience) d'avoir « intégré » cette révolte inouïe en la déclinant dans la grammaire politique usuelle. Un an plus tard, la naissance du mouvement SOS racisme, en dissolvant les « Beurs » dans l'ensemble des « potes », voulut inscrire la stratégie du Parti socialiste en suscitant une vaste coalition antiraciste opposée au Front national de Jean-Marie Le Pen, en pleine ascension dans les sondages, et objet de toutes les attentions des grands médias où le gouvernement exerçait son influence. Cela contribua à diviser les forces de droite, et facilita la réélection de Mitterrand en 1988. Mais cette opération laissa deux séquelles qui pèsent jusqu'à aujourd'hui.

La première fut le maintien de l'extrême-droite à un niveau élevé, accompagnée de la banalisation d'un discours sur la « menace migratoire » qui évolua vers le tournant du siècle vers la « menace islamique » pour se déployer maintenant, relayé par les sites « identitaires » d'Internet, contre l'« islamisation de la France ». La seconde fut le sentiment d'instrumentalisation de nombre de jeunes « beurs » au service des intérêts politiques du Parti socialiste, qui ne leur apporta aucune amélioration sociale significative. Contrairement aux syndicats et aux partis qui avaient encadré les ouvriers immigrés d'antan et leur avaient fourni des structures permettant leur stabilisation et leur ascension dans la société – des crèches aux colonies de vacances pour les enfants, des écoles de formation aux emplois municipaux et aux délégations syndicales pour les adultes –, les « potes » se limitaient à des marches, des concerts, et des interventions médiatiques. Il en résulta une profonde amertume, qui nourrit la désaffection envers les partis de gauche et la laïcité, et ouvrit la voie à la recherche d'alternatives qui se traduiraient notamment par l'affirmation identitaire islamique.

C'est dans ce cadre que s'inséra le tabligh : pendant que les « potes » de SOS Racisme passaient à la télévision, dans les cités de banlieue désertées par les services publics dépassés mais gangrenées par le deal et les overdoses d'héroïne, les prédicateurs itinérants ramenaient à l'islam les brebis égarées. L'identité communautaire religieuse connut ses premiers développements chez les jeunes, tandis que le monde, en 1989, subissait une secousse tectonique.

La chute du mur de Berlin en novembre entraîna l'effondrement des derniers restes de l'utopie communiste – accélérant la disparition du tissu social du PCF en banlieue, qu'avait déjà entamé la désindustrialisation et laissant un grand vide que les associations islamiques s'emploieraient à remplir, depuis la dimension caritative jusqu'à l'irruption dans le système éducatif, avec l'affaire du voile au collège de Creil, à l'automne 1989.

En Afghanistan, la victoire de moudjahidines aidés par les Etats-Unis et accompagnés par Ben Laden, qui avaient chassé l'Armée rouge, contribuait également à faire des mouvements islamistes des acteurs politiques internationaux majeurs. En Algérie, cette onde de choc aboutit à l'émergence du Front islamique du Salut, qui eut deux conséquences directes pour la France. Elle déclencha une crise majeure de l'Etat algérien, qui ne serait plus capable de contrôler l'islam de l'Hexagone à travers la Grande Mosquée de Paris. En popularisant les slogans islamistes outre-Méditerranée, elle contribua à leur banalisation dans une partie – encore minoritaire – de la jeunesse immigrée originaire d'Algérie. Cela se manifesta au milieu des années 1990 par le débordement sur la France du terrorisme qui caractérisa la guerre civile dans ce pays. (...) (Cela donna) l'impulsion décisive à l'Etat français pour prendre en main l'organisation du culte musulman.

Le 6 novembre 1989, trois jours avant la chute du mur de Berlin, le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe rassembla six personnalités musulmanes de diverses origines et sensibilités qui préconisèrent la création d'un Comité de réflexion sur l'Islam en France (CORIF) (...) Cette logique, qui évoquait la démarche ayant abouti au consistoire israélite de 1807, se voulait temporaire, l'Etat ayant envisagé de se désengager dès que l'instance serait en mesure de fonctionner par elle-même – en vain. Quatre modalités successives, séparées par des discontinuités, virent le jour, liées à la personnalité de quatre ministres de l'Intérieur de gauche et de droite : le CORIF, sous Pierre Joxe II (1988-1991), le Conseil représentatif des musulmans de France (CRMF) sous Charles Pasqua II (1993-1995), la Consultation (*istichara*), sous Jean-Pierre Chevènement (1997-2000) et enfin le Conseil français du culte musulman (CFCM), dont le principal architecte fut Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur (2002-2004 et 2005-2007) puis président de la République après cette date.

Le bilan de l'instance (le CORIF) resta mince : elle fut impuissante à se prononcer sur les affaires du voile à l'école, que montaient en épingle ses membres appartenant à l'UOIF et à la FNMF (...) En revanche (...) elle contribua à calmer le jeu en France, engagée dans les opérations militaires de la coalition internationale contre Saddam. Cela lui valut d'être reçue par Mitterrand, qui remercia pour leur civisme « les communautés juive et musulmane » (...) Le CORIF proposa l'un des siens, un converti (...) à la tête de la Grande mosquée de Paris. Mais avec l'aval d'Alger, le fils de Si Hamza Boubakeur –autrefois voué aux gémonies comme suppôt du colonialisme – le docteur Dalil Boubakeur. Le CORIF ne se remit pas (...)

Pasqua relança la politique d'appui aux autorités d'Alger qu'il avait menée lors de son premier passage à l'Intérieur, mais il chercha à l'institutionnaliser en reprenant la forme consistoriale ébauchée par son prédécesseur. Alors que la guerre civile battait son plein en Algérie et représentait une menace directe pour la France, à travers ses ressortissants enlevés et assassinés par les islamistes armés, puis par les attentats dans l'hexagone, entre 1993 et 1996, il encouragea le docteur Boubakeur à prendre la tête d'une coordination rassemblant la plupart des grandes organisations islamiques. Placé en position cardinale par les Etats français et algérien, celui-ci reçut le soutien de l'Arabie Saoudite qu'inquiétait la violence islamiste en Algérie, et se rapprocha de l'UOIF, participant au congrès annuel de cette organisation au Bourget en 1994.

En janvier 1995, une « Charte du culte musulman » qui consacrait la prééminence de la Grande Mosquée au sein de la nouvelle instance envisagée, le Conseil représentatif des musulmans de France, faisait la part si belle à celle-ci, bien au-delà de ses forces réelles dans le champ islamique de l'Hexagone, que les autres fédérations islamiques refusèrent de la signer (...) et le CRMF ne vit jamais le jour. (...) En 1996, Jean-Louis Debré cassa son monopole sur les sacrificateurs halal, et autorisa la mosquée d'Evry, d'obédience marocaine, et celle de Lyon, dirigée par des notables issus du milieu franco-musulman, à délivrer des cartes. Il revint à Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur du gouvernement Jospin porté au pouvoir par les élections législatives anticipées de juin 1997, de donner l'impulsion décisive à l'organisation institutionnelle de l'islam de France, en identifiant les équilibres sur lesquels reposeraient les constructions ultérieures.

C'est dans la continuité de celle-ci que s'inscrivit la constitution du Conseil français du culte musulman, auquel le nom de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur à partir de mai 2002, est attaché. (...) L'objectif était d'instaurer une instance représentative, qui procéderait d'une élection. Toutes les grandes fédérations, malgré les réticences de départ, plusieurs

mosquées au rayonnement singulier, des personnalités et des théologiens, parvinrent à travailler ensemble à cette fin – à l’exception notable des associations islamiques constituées dans la jeune génération née en France, qui restèrent défiantes face à une logique où elles voyaient la conjonction du pouvoir politique français, d’une gestion policière de l’islam, et d’interlocuteurs musulmans appartenant aux générations plus âgées dans lesquelles elles ne se reconnaissaient pas. (...) Pour la première fois, la démarche déclencha une dynamique qui survécut au départ du ministère de son initiateur, et même au changement de majorité consécutif aux élections présidentielle et législative du printemps 2002. (...) Nicolas Sarkozy conféra une nouvelle dimension (...) lors du séminaire de Nainville-les Roches, en décembre 2002, qui établit le mode de fonctionnement de l’instance consistoriale, puis organisa en avril 2003 les élections au CFCM, participant dans la foulée au congrès annuel de l’UOIF au Bourget, où il déclara « je suis venu en ami » - consacrant le rôle leader des Frères sur le CFCM.

(...) L’instance nationale du CFCM est l’émanation de 25 conseils régionaux (CRCM). Son assemblée générale de 194 membres panache trois quarts d’élus, et un quart de nommés par les fédérations et les grandes mosquées fondatrices. L’une des caractéristiques les plus surprenantes du CFCM réside dans le système élaboré pour désigner les « grands électeurs musulmans » : ceux-ci sont constitués de délégués (4000 en 2003), sélectionnés par les associations régissant les lieux de culte reconnus (au nombre de 995 en 2003 ; de 2101 en 2011), au prorata de la surface utile de chacun, mesurée en mètres carrés. Ce critère (...) pâtissait d’emblée de deux biais : la sous-représentation des Africains, nombreux à pratiquer dans des salles de prière en foyers, non reconnues, et la surreprésentation des Marocains, résidents fréquents dans des villes moyennes ou petites où le prix du terrain est faible, et dont les mosquées sont beaucoup plus vastes en règle générale que celles des Algériens, plus anciennement urbanisés dans des zones plus onéreuses. Ce seul fait est suffisant à expliquer pourquoi les quatre premiers scrutins du CFCM – en 2003, 2005, 2008 et 2011 – élurent une « majorité silencieuse » marocaine, laquelle l’hégémonie sur l’expression publique des positions du Conseil (...) à l’UOIF – elle-même dirigée par une équipe d’étudiants et universitaires d’origine marocaine. L’emprise graduelle du Maroc sur l’instance peut aussi s’expliquer par le maillage du tissu culturel par des imams originaires de ce pays, en lien avec le réseau consulaire et le ministère des Affaires islamiques de Rabat.

Sur le modèle des Frères dans les pays musulmans, mais aussi du Parti communiste français à l’heure de sa gloire, l’Union disposait également de plusieurs organisations relais ou sectorielles qui amplifiaient le sentiment de sa puissance et de son ubiquité : les Etudiants musulmans de France (EMF) – qui parvinrent à faire élire des représentants aux œuvres sociales universitaires (CNOUS), réalisant une percée en 2002 -, les Jeunes Musulmans de France -, la branche jeunesse axée sur la jeune génération née en France et dont certains dirigeants prirent leurs distances avec les blédards, notamment à l’occasion de la loi de 2004 sur le voile contre laquelle ils s’engagèrent dans une mobilisation plus vigoureuse – et l’Institut européen des sciences humaines – avec ses deux branches de Château-Chinon et de Saint-Denis, destiné à former les cadres islamistes du culte en France – sans compter les organisations qui partagent la sensibilité de l’UOIF sans lui être formellement affiliées, comme le Comité de bienfaisance et de soutien au peuple palestinien (CBSP), qui collecte des fonds pour Gaza en lien avec le Hamas, etc.

Ce mariage de raison entre l’homme politique (Nicolas Sarkozy) et les Frères, pacte fondateur sous-jacent du CFCM, intronisait comme interlocuteur de référence une structure dirigée par des blédards : elle apparaissait comme émancipée de la logique de « l’islam des

darons » directement contrôlé par les Etats d'origine, mais également distincte de « l'islam des jeunes » ancrés dans leur citoyenneté française. (...) L'UOIF fut considérée dès lors, par un certain nombre de « jeunes », issus de la population « reubeu » viscéralement hostile à la droite, comme cooptée par celle-ci. Tariq Ramadan (décria) le procédé en le réduisant à l'équivalent pour le ministre de l'Intérieur de ce qu'avait été SOS Racisme pour Mitterrand, « outils de la nouvelle pêche aux voix, instruments d'une assez grossière politique de récupération ». En 2004, les réactions à la « loi sur le voile » cristallisèrent el clivage générationnel entre les Frères blédards, qui confinaient leurs critiques dans un registre conditionné par le maintien de leurs positions institutionnelles, et les jeunes islamistes français nés en banlieue qui défilèrent derrière les « sœurs » voilées de tricolore pour le plus grand bonheur des photographes. La prise en otage en août 2004 de deux journalistes français dans l'Irak livré à la guerre civile, par une « Armée de libération islamique » qui menaça de les exécuter si la loi sur le port de signes religieux ostensibles à l'école n'était pas abrogée, contraignit l'UOIF à prendre fortement parti contre les kidnappeurs, et rendit intenable la poursuite de la campagne contre la loi avec des alliés aussi encombrants.

Le divorce entre la logique des blédards et celle des jeunes fut dès lors consommé, conduisant la génération née et grandie en France à se dégager de la tutelle des Frères, et à privilégier les alliances avec l'extrême-gauche et la mouvance écologiste autour de thématiques sociales et politiques – de la question des banlieues à la mobilisation antisioniste – tout en conservant une spécificité ethnico-religieuse dans le domaine des valeurs – l'opposition farouche à l'homosexualité, par exemple, sur laquelle s'abattraient le châtement d'Allah.

De son côté, le ministre de l'Intérieur fut gêné par les travaux de la commission Stasi dont la finalité, en réaffirmant le principe de laïcité autour de la question des signes religieux à l'école, mettait en porte à faux l'UOIF dont il avait fait un allié alors qu'elle était le porte-étendard du hijab. En 2005, sa gestion des émeutes en banlieue et les déclarations publiques qu'il fit à ce propos lui aliénèrent – au profit de Ségolène Royal – les voix de la masse de l'électorat dont l'UOIF aurait pu être le vecteur (...). Celle-ci, qui avait mis en ligne une fatwa appelant au nom de l'islam à l'arrêt des émeutes de 2005, sans aucun effet, perdit (...) sur les deux tableaux (...) Elle fut affaiblie par le vote de la loi prohibant le port de signes religieux ostentatoires à l'école, mais aussi par le faible soutien dont la remise en cause de l'institution scolaire au nom du hijab jouissait dans les familles musulmanes souhaitant assurer par l'éducation française l'ascension de leurs enfants. (...) La Grande Mosquée de Paris et ses affidés ainsi que l'UOIF n'avaient plus d'autre voix pour se faire entendre que de boycotter les élections en juin 2011 d'un organisme où elles étaient réduites à jouer les faire-valoir de Rabat.

Le congrès du Bourget de l'UOIF en avril 2011 fit un triomphe aux deux figures tutélaires de l'islamisme politique tunisien, Rashed Ghannouchi, le dirigeant du parti Nahda, et Abdel Fattah Mourou, alors parmi les principaux compétiteurs après la « révolution du Jasmin » et la chute de ben Ali d'un pouvoir dont ils devaient s'emparer après avoir remporté les élections du 22 octobre 2011 – changeant désormais la donne politique entre les islamistes des deux rives de la Méditerranée tandis que les « islamistes makhzénien » du PJD de M. Benkirane remportaient à leur tour les élections au Maroc un mois plus tard. Avec l'UOIF sous contrôle de Nahda, au pouvoir à Tunis, et le CFCM sous contrôle du RMF, lui-même sous influence du PJD dont le leader était devenu Premier ministre à Rabat, l'islam consistorial de France repassait sous influence directe d'Etats étrangers, sanctionnant l'échec de la démarche qui avait voulu l'en émanciper.

Fuir la terre de mécréance : les salafistes

Tandis que l'Etat mettait en œuvre, depuis le début de la décennie 1990, une politique pour institutionnaliser l'islam de France en l'enracinant dans l'Hexagone, naissait en banlieue, parmi les enfants des « darons », un mouvement qui visait au contraire à l'en déraciner et à le replanter en terre « authentiquement musulmane ». Fils d'immigrés pour la plupart, ses adeptes ne rêvent que d'émigrer à leur façon loin du « territoire de la mécréance », qui les dégoûte, pour aller « apprendre leur religion » et vivre l'islam pur en Arabie Saoudite, ou, à défaut de visa, aux Emirats de la péninsule, au Yémen, en Egypte, voire dans l'Algérie que les parents ont quittée.. Ce mouvement, connu sous le nom de « salafisme », se singularise par sa dévotion absolue envers les clercs de l'establishment religieux saoudien – les oulémas qui ont passé alliance avec la monarchie de Riyad – qu'ils appellent les « savants » et dont ils s'efforcent de suivre les injonctions à la lettre dans les moindres détails de leur vie quotidienne.

Tant qu'ils demeurent encore sur le territoire français, ils construisent une claustration mentale pour se prémunir contre les souillures d'une société aussi détestable que délétère, et cultivent une virtuosité islamique qui leur confère le statut d'élus de Dieu, réprouvant la masse de leurs coreligionnaires, piétres croyants à ramener sur la voie droite – le manhaj. Se distinguant à leur vêtue – robe à la saoudienne (tawb), coupée à mi-mollet pour exposer les chevilles en signe de modestie – et à leur barbe épaisse, ils ont eu maille à partir avec l'Etat, en dépit du strict apolitisme que professent la plupart, à cause du niqab – ou voile facial intégral – dont ils couvrent leurs femmes, suscitant une controverse nationale qui a abouti au vote de la loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. Une minorité a basculé dans l'action violente et le terrorisme – les « salafistes jihadistes », que la majorité des salafistes, quiétistes, abhorre. Elle condamne sans appel ces « chiens de l'enfer » qui ont contrevenu aux ordres des « grands savants » saoudiens prônant le respect des gouvernants musulmans en général et de la monarchie de Riyad en particulier.

Leurs porte-parole, qui sont les administrateurs anonymes des portails en ligne où ils accumulent les traductions françaises des oulémas saoudiens pour constituer une bibliothèque virtuelle du corpus de l'orthodoxie, avaient en général, en 2011, la trentaine. La masse des adeptes, envahissant les forums de discussion en ligne, postant des blogs, impatientes de se situer dans la norme la plus stricte sans avoir toujours lu les textes dont ils s'inspirent, maniant l'anathème à tout va les uns contre les autres, tout en se formant en autodidactes par la mémorisation hâtive des fragments de leçons des oulémas saoudiens sur Paltalk et YouTube, allait de 16 à 30 ans. (...)

Leur vie quotidienne est repliée sur les quartiers des cités de banlieue où la plupart résident. Ils cherchent à limiter le lien social réel à une communauté (...) où les adeptes se rencontrent à la mosquée autour d'un jeune imam auréolé d'un séjour en Orient auprès d'oulémas de lignée orthodoxe, épousent les sœurs les uns des autres par des mariages arrangés sur des critères doctrinaux, et émargent pour nombre d'entre eux aux divers dispositifs d'aide sociale de l'Etat français abominé. (...) Ce retrait à la fois volontaire et subi par rapport à la société des kuffar (mécréants) conduit les plus dynamiques d'entre eux à devenir auto-entrepreneurs ; ils se spécialisent dans les sandwicheries et autres kebab, l'informatique (notamment pour les femmes), et pour ceux qui ont commencé leur migration vers les pays du Golfe, le commerce à la valise de téléphonie mobile, voire la promotion immobilière d'appartements à Dubaï ou Qatar, où le luxe s'enracine dans la terre sainte de la

péninsule Arabique. Les plus diplômés, qui administrent les portails, s'efforcent de vendre en ligne leurs traductions et compilations d'ouvrages des oulémas saoudiens.

Pareil profil de rupture avec la société française globale paraît tout à fait singulier ; il n'est pourtant pas sans similitude avec certains groupes juifs qui se qualifient également d'« orthodoxes », et dont les adeptes, en attendant de mettre en œuvre une alya (montée) vers la terre promise d'Israël (certains ont pignon sur rue comme agents immobiliers à Jérusalem où ils placent des appartements alliant grand confort et proximité du sacré), s'investissent dans la viande kasher, la téléphonie portable et l'Education hébraïque des enfants.

(...) Même si le nombre des adeptes ne dépasse sans doute guère quelques milliers d'individus, la forte visibilité que leur donne leur tenue particulière en a fait des acteurs du paysage urbain des cités défavorisées où on les croise au quotidien (...) Ils proclament, par leur attitude et la doctrine qu'ils ont embrassée, un refus et un rejet radical de la société française et de ses valeurs (...)

(...) Les oulémas saoudiens contemporains (...) ont édifié, pour la première fois dans l'histoire de l'islam sunnite, une véritable Eglise dotée d'un clergé hiérarchisé par la filiation dogmatique entre une lignée de maîtres et leurs disciples dûment patentés – alors que l'orthodoxie était traditionnellement « définie sur le mode de la collégialité et du contrôle mutuel » (...) Au service de cette normativité sacrée exclusive et contrôlée de manière centralisée, ils ont mobilisé les revenus abyssaux fournis par la rente pétrolière depuis l'explosion des cours consécutive à la guerre d'octobre 1973.

Par rapport à la génération des parents, musulmans traditionnels voire laïcisés par intégration à la civilisation française, il s'agit (pour le salafisme) d'une prise de pouvoir (...) Par rapport aux institutions françaises, il s'agit d'une revanche : les enfants d'immigrés – éduqués pour beaucoup d'entre eux dans des collèges ou des lycées de banlieue défavorisés par la concentration des problèmes sociaux et le marquage ethnique, fuis par les enfants des classes moyennes, et dont les filières ne permettent en général qu'un accès assez médiocre au marché du travail (deviennent) les premiers de la classe d'un islam universel et triomphant, richissime de la rente pétrolière dont l'Arabie Saoudite est le champion. (...) Le salafisme est surreprésenté chez les jeunes Algériens et les convertis. Ce clivage s'explique par la maintien, chez les Marocains, de forts repères identitaires à caractère national, incarnée par une monarchie qu'a renforcée le protectorat français dans son rôle de référent symbolique – même si le roi lui-même ou surtout son gouvernement peuvent se voir contestés.

La guerre civile de la décennie 1990 (en Algérie) et son cortège d'atrocités ont été le symptôme le plus saillant (d'un) déficit identitaire ; et c'est à cette occasion que le salafisme a connu son expansion dans ce pays. Le Front islamique du salut, le principal parti islamique, puis ses avatars militaro-terroristes que furent l'Armée islamique du Salut et le Groupe islamique armé durant la guerre civile, étaient pénétrés d'idéologie salafiste, alors que l'influence des Frères musulmans resta faible. Ce salafisme algérien avait été passablement hybridé par le jihadisme durant la participation de noyaux actifs de ses adeptes à la guerre d'Afghanistan des années 1980. Ainsi, lors des années de plomb, en 1995, les dirigeants d'Alger ont sollicité l'aide des grands oulémas saoudiens, garants du salafisme de soumission à l'Etat, qui ont multiplié les fatwas et autres épîtres pour convaincre (...) de rentrer dans le rang.

La démarche individuelle et intellectuelle qui caractérise l'adhésion au salafisme est présente également dans une autre population qui se reconstruit à partir d'une rupture

identitaire radicale et représente un gros contingent des adeptes : les convertis de souche européenne, notamment Portugais ou Italiens dont les familles n'ont pas réussi à quitter les quartiers populaires, et les Français(es). Plus royalistes que le roi, ces néophytes trouvent dans l'exacerbation salafiste le brevet d'islamité que leur disputeraient, sans cela, les musulmans « de souche ». On rencontre le même phénomène dans deux groupes sur lesquels pèse un réprobation diffuse du fait de leur non-arabisation – comme les kabyles – ou de leur « trahison » durant la guerre d'Algérie – les harkis ou leurs descendants. Leur entrée dans le salafisme est une opportunité pour laver l'opprobre en se reconstruisant individuellement par l'héroïsme religieux.

La venue des premiers prédicateurs salafistes originaires du Moyen-Orient en France date de 1990-1991. Elle coïncida avec la première guerre du Golfe, consécutive à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, pendant laquelle la rue arabe et son prolongement en banlieue française s'enthousiasmaient pour le maître de Bagdad, nouveau Saladin qui avait rendre gorge aux émirs riches et égoïstes et ferait usage de l'argent du pétrole pour unifier le monde arabe, détruire Israël et restaurer la civilisation arabo-musulmane dans sa grandeur. Ce prurit ultranationaliste et populiste fut un facteur d'inquiétude pour la monarchie saoudienne, sur le territoire de laquelle se basait la coalition militaire internationale, principalement occidentale, qui devait libérer le Koweït. Les Frères musulmans, sensibles à la clameur de la « rue arabe », manifestèrent des sympathies pour Bagdad. Riyad mit alors en œuvre une politique vigoureuse d'expansion internationale du salafisme orthodoxe fidèle à la monarchie saoudienne. Jusqu'à cette date, celui-ci avait délégué aux Frères musulmans d'Égypte et du Levant, mieux frottés aux réalités de l'univers que les cheikhs du Najd, la gestion de ses relations publiques en monde musulman. Elle perdit dès lors confiance en eux, et ils se virent chassés de toutes les positions de pouvoir qu'ils occupaient dans les instances islamiques sous le contrôle de Riyad, notamment dans le domaine éducatif.

Durant la guerre de 1990-1991, fut envoyé en tournée en France le cheikh Abou Bakr al-Djazaïri (l'Algérien), originaire d'Algérie mais socialisé sa vie durant en milieu wahhabite saoudien. (...) Les premiers prédicateurs à faire souche pénétrèrent en France dans les régions lilloise, à Roubaix et Tourcoing, et lyonnaise, à Romans, deux bastions de l'émigration algérienne. Il s'agissait de Syriens et de Jordaniens, disciples du cheikh salafiste syrien d'origine albanaise Nasr al-Din al-Albani, décédé en 1999. Celui-ci jouissait jusqu'à sa mort d'un prestige extraordinaire, dû à l'œuvre d'une vie passée à compiler les hadits du Prophète pour en établir un corpus authentique qui fût un guide de comportement pour les musulmans d'aujourd'hui. (...) Il s'était rendu particulièrement célèbre par sa formule « la bonne politique est de quitter la politique », - qui en faisait un allié précieux de la monarchie de Riyad dans sa lutte contre les Frères musulman et les jihadistes.

La mort d'Albani, en 1999, qui ne laisse pas d'école structurée pour assurer sa postérité, puis les défis gigantesques auxquels fut confrontée l'Arabie Saoudite au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 – dont quinze des dix-neuf auteurs étaient des ressortissants – conduisirent Riyad à une reprise en main du salafisme et de son exportation, qui fut strictement contrôlée par des saoudiens originaires du Najd. (...) Le salafisme commandité depuis l'Arabie après 2001 mit en avant un personnage qui connut une grande aura en France (...) Rabi' al-Madkhali (...) spécialisé dans les anathèmes contre les Frères musulmans et le tabligh.

Avec les révoltes et révolutions arabes de l'année 2011, entraînant des difficultés de sécurité, de logement et d'approvisionnement, les salafistes français conservent deux centres

privilegiés de formation : l’Egypte et le Yémen, mais beaucoup en sont revenus, en attendant des jours meilleurs, repliés sur leurs quartiers d’origine dans la « terre de mécréance » haxagonale. Ils ne disposent pas véritablement de mosquées en propre, mais s’infiltrant dans les lieux de culte existants où ils obtiennent parfois de pouvoir prononcer le sermon, voire de faire des leçons, tandis que dans de nombreuses autres les présidents d’associations les empêchent de s’exprimer, craignant qu’ils ne s’emparent du pouvoir en attirant dans leurs rets les fidèles. C’est donc l’Internet qui, plus que jamais, leur permet de voyager autour de leur chambre dans l’Oumma des « musulmans authentiques » (...)

Le cybermonde du salafisme francophone se subdivise en deux grandes catégories de portails. Les premiers sont les sites de doctrine et d’information, souvent les plus anciens, remontant parfois à la décennie 1990, qui servent de bibliothèque de référence (...) Nous en avons vu l’exemple avec l’avis sur le halal posté sur le site salafs.com lors de la controverse avec les « fréristes » d’AVS. (...) L’autre catégorie de portails appartient à la génération 2.0 et a vu le jour dans la seconde moitié de la décennie 2000 : ce sont des forums et des blogs qui reflètent les préoccupations quotidiennes des adeptes. Leur niveau linguistique est généralement calamiteux, comme celui de la plupart des forums, quels qu’ils soient (...) C’est le lieu de l’explosion sectaire, des excommunications véhémentes entre salafistes qui s’accusent les uns les autres d’être contaminés par les « fréristes », les « jihadistes » ou le tabligh (...) Le site « [La Salafiya en langue française](#) » (SLF) en représente une bonne illustration. (Voir également le site [Dammaj](#)) (...) Le champ du salafisme français était, à la fin 2011, en pleine ébullition (...) Il ne peut guère se transformer en un mouvement de masse qui entraînerait la jeune génération de l’islam de France.

(Le salafisme) a réussi à s’imposer comme une sorte de référence parmi les musulmans de France, parmi lesquels il est aujourd’hui bien connu. Si l’immense majorité ne s’en réclame pas, et n’envisage pas de souscrire à ses injonctions très contraignantes, peu se risquent à le contrecarrer de front – comme si l’orthodoxie saoudienne avait réussi à s’imposer comme la norme finale de l’islam sunnite contemporain, en l’absence de rivaux capables de faire contrepoids.

L’islam des jeunes ; exacerbé ou décomplexé ?

La première organisation islamique propre aux musulmans de la jeune génération, enfants des « darons », nés en France et francophones, fut l’Union des jeunes musulmans (UJM) fondée à Lyon en 1987. (...) Cette génération inclut la plupart des salafistes, et une bonne partie des jeunes qui furent réislamisés par le tabligh dès la seconde moitié des années 1980. L’UJM était née autour d’une librairie, maison d’édition et espace de rencontres, le centre « Tawhid » (unicité), un lieu de traduction en français et de diffusion des ouvrages et opuscules produits par des auteurs islamistes inspirés par la sensibilité des Frères musulmans. (...) Les jeunes de l’UJM fonctionnaient en langue française, et leur centre d’intérêt se focalisait sur les banlieues de l’Hexagone, pour traduire en termes religieux le malaise social.

En octobre 1989, l’UOIF, qui allait participer au CORIF (Conseil d’orientation et de réflexion sur l’islam de France) réuni sous les auspices de Pierre Joxe, fit son entrée sur le terrain de la jeunesse musulmane de France en médiatisant à son profit l’affaire du voile de Creil, puis en modifiant son intitulé pour passer d’*en* France à *de* France. (...) Lorsque les responsables de l’UJM contactèrent le secrétaire général de l’UOIF pour envisager des actions communes, ils se virent sommés d’adhérer à cette organisation sous peine de disparaître du paysage de l’islam français en gestation « avant deux ans ».

L'UJM promut (...) en 1993-1994 l'affaire « Shéhérazade », du nom d'une élève de terminale d'un lycée de Grenoble qui refusa d'ôter son hijab en cours. Par opposition aux collégiennes de Creil quatre ans auparavant, beaucoup plus jeunes, et dont la volonté propre s'était effacée devant l'intervention des adultes parlant en leur nom – depuis leur père jusqu'à l'UOIF et au roi Hassan II qui s'était targué d'avoir résolu l'affaire en « intervenant » auprès de la famille marocaine de l'une des élèves –, la lycéenne de Grenoble était représentative d'une jeunesse musulmane de France prenant ses propres décisions. (...) La mobilisation s'inspira de l'agitation de style gauchiste, en islamisant son vocabulaire : sit-ins, grèves de la faim, sketches de rue, et jusqu'au port d'un brassard frappé d'un croissant jaune évoquant l'étoile jaune des juifs, avec le slogan « Maintenant, c'est à notre tour ? » (...)

Le mouvement (dépasse) sa dimension lyonnaise originelle (et) fut créé le Collectif des jeunes musulmans – qui devait se transformer en 2000 en Collectif des musulmans de France, avec le vieillissement de ses fondateurs – une structure réticulaire copiée sur les « collectifs » de la mouvance gauchiste, à l'opposé de l'organisation pyramidale de l'UOIF, qui évoquait plutôt, avec son appareil central et ses organisations sectorielles satellites, le Parti communiste. Cette nébuleuse d'associations de base manquait d'un leader charismatique : ce fut Tariq Ramadan. Alors âgé de trente-deux ans, le prédicateur genevois, petit-fils du fondateur égyptien des Frères musulmans Hassan al-Banna, débutait sa carrière météorique : il avait été remarqué dans certains milieux catholiques de gauche, parrainé par le père Christian Delorme, l'un des organisateurs de la Marche de 1983, puis socialisé dans les cercles de la Ligue de l'enseignement où l'on souhaitait repenser la laïcité, à la suite des affaires du voile islamique, dans un sens plus « ouvert » en autorisant le port du hijab à l'école, et enfin, il commençait à être coopté dans les réseaux tiers-mondistes agrégés autour du mensuel Le Monde diplomatique, qui voyaient dans l'islamisme militant une expression parmi d'autres de l'anti-impérialisme à la fin du XX^e siècle.

(Dans un premier temps, cette mouvance) persistait à privilégier les alliances avec l'extrême-gauche, autour de l'islamisation des questions sociales en banlieue ; passant par un rapprochement avec le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), elle devait aboutir aux assises du Forum social européen de Saint-Denis, à l'automne 2003. A partir de 2004, elle déborda l'UOIF en radicalisant le mouvement contre la loi du 15 mars prohibant le port de signes religieux ostensibles à l'école, sans parvenir toutefois à susciter de fortes mobilisations. (Une) autre sensibilité s'est distanciée (du) « gauchisme » (...) Mais ces deux sensibilités ont en commun de conserver un fort tropisme anti-israélien (...) comme le montrent les références constantes qu'ils font au soutien à la lutte des Palestiniens et à leurs instances régulièrement élues – une manière euphémique de désigner le Hamas, vainqueur des élections palestiniennes de 2006, mais envers lequel la classe politique et l'opinion française conservent de fortes préventions, jusque chez la « gauche de la gauche ».

L'un des personnages les plus emblématiques de la sensibilité « islamo-gauchiste » parmi la mouvance des jeunes musulmans est l'un des principaux fondateurs de l'UJM et du Collectif, Abdelaziz Chaambi. (il militait) en 1977 (...) dans les rangs de l'organisation trotskyste Lutte ouvrière (LO). (...) Il quitta LO (...) après avoir découvert « une dimension spirituelle que ne pouvaient apporter ni Trotsky ni Marx (...) Créant l'UJM en 1987 à Lyon pour organiser « l'islam des jeunes de France » - « on se sentait français » - ses camarades et lui coupèrent le cordon ombilical avec les parents « superstitieux » et les « grands Frères » arabophones.

Les activistes du Collectif investirent de multiples mouvements pour les droits sociaux, l'antiracisme, etc., décidés à y faire entendre leur voix islamique – à la manière des organisations d'extrême-gauche, parties prenantes de mobilisations multiformes et multisectorielles, où elles expriment leur sensibilité politique, pour pouvoir capter, à terme, le mouvement et transformer le plus grand nombre possible de sympathisants d'une cause large en militants de la cause spécifique de l'organisation.

(...) Le Collectif se fixait un double objectif : convaincre l'ensemble des jeunes musulmans de leur identité française – contre la nostalgie maghrébine des parents ou l'internationalisme arabiste des Frères – et, (...) contraindre l'Etat et la société à relire le « passé colonial », dans une logique de repentance. Cette démarche devait rencontrer celle des « Indigènes de la République », qui lancèrent en 2005 un appel pour des « assises de l'anticolonialisme postcolonial ». En 1997, Abdelaziz Chaambi fut l'un des fondateurs de DiverCité, dans la région lyonnaise, qui avait pour ambition de mener la lutte contre toutes les formes de discriminations et d'exclusion dans les quartiers populaires (...)

Quatre événements cristallisèrent la mobilisation de la jeune génération (...) Le Forum social européen de Saint-Denis à l'automne 2003, les émeutes de l'automne 2005 en banlieue (d'une part) ; la mobilisation contre la loi du 15 mars 2004 prohibant le port des signes religieux ostensibles et, dans une moindre mesure, les manifestations contre la publication en France des caricatures du Prophète, reprises d'un journal danois. Au terme de ces événements, la jeune génération s'imposa comme une force autonome avec laquelle il faudrait désormais compter, alors même qu'elle s'était tenue à l'écart du CFCM mis en place, on l'a vu, grâce à la diligence (de) Nicolas Sarkozy au printemps 2003.

Le MIB participait en bonne place au Forum avec un atelier intitulé « Théologie de la libération et islam de Résistance ». (...) Tariq Ramadan (attaqué par les dirigeants du Parti socialiste, pour sa critique des intellectuels « juifs » devenus laudateurs de l'invasion américaine de l'Irak) intervint devant des parterres bondés, où son public de jeunes voilés et barbus était entouré par des meutes de journalistes (...) recevait l'accolade de José Bové sous le chapiteau de la Confédération paysanne.

Plusieurs manifestations eurent lieu à partir de décembre 2003 pour protester contre le projet de loi qui découlait des propositions de la commission Stasi, le 21 décembre, puis le 17 janvier et le 14 février 2004 à Paris, notamment. Elles passèrent à la postérité grâce à la photographie de jeunes filles voilées dans le drapeau tricolore qui captèrent l'attention des médias du monde entier à un moment où la position des autorités françaises sur cette question était mal comprise et minoritaire, jusque dans les gouvernements européens – en particulier au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Europe du Nord. Le multiculturalisme y représentait alors quasiment un article de foi, avant que les attentats d'al-Qaida à Londres en juillet 2005, l'assassinat de Théo van Gogh à Amsterdam, la polémique sur les caricatures du Prophète publiées au Danemark et d'autres manifestations liées à l'islamisme radical ne retournent les autorités et les opinions, favorisant à l'autre extrême un courant identitaire qui atteignit son paroxysme avec le massacre d'Utoya en juillet 2011, au nom de l'idéologie anti-islamique obsessionnelle d'Anders Breivik.

Organisée par le Parti des musulmans de France (PMF), un groupuscule hanté par le pouvoir absolu qu'il attribue aux juifs partout en France et dans le monde, la manifestation du 17 janvier, où l'on scandait entre autres le slogan « les juifs ont tout, pourquoi pas nous », était accompagnée d'une prière de rue menée par Farid Benyettou, un salafiste juhadiste qui

allait être arrêté l'année suivante puis condamné dans l'affaire des filières parisiennes vers les attentats-suicides en Irak (...) Le Collectif des musulmans de France (tenta) de prendre la tête de la mobilisation – tout en se différenciant des outrances du 17 janvier. A son initiative fut créé le « Collectif une école pour tou-te-s / Contre les lois d'exclusions », qui appela à manifester le 14 février. L'appel, qui représentait un concentré de la rhétorique islamo-gauchiste, était signé, outre quelques associations anciennes de soutien aux travailleurs immigrés, par la Jeunesse communiste révolutionnaire (la branche jeunesse de la Ligue du même nom, qui deviendrait cinq ans plus tard le NPA), par le député vert Noël Mamère, l'ancienne maire de Dreux Françoise Gaspard, le MIB, et surtout Etudiants musulmans de France et Jeunes Musulmans de France, satellites sectoriels de l'UOIF. Celle-ci interdit à leurs membres d'aller manifester (...)

L'appel qui invoquait « les grandes luttes du féminisme », avait une orientation résolument gauchiste, faisant du port du « foulard » une liberté individuelle menacée, et de la répression de celles qui le portaient un moyen de détourner l'attention des luttes sociales : « Ce que nous n'acceptons pas, c'est que la jeune musulmane qui porte le foulard joue le rôle d'un bouc émissaire, sur lequel on s'acharne pour mieux oublier les logiques de domination et d'exclusion qui traversent notre société : libéralisation de l'économie, chômage de masse, précarisation des salarié-e-s, extension du contrôle social et des logiques sécuritaires, permanence des discriminations racistes et de l'inégalité sociale entre hommes et femmes ».

Les émeutes de l'automne 2005 eurent pour point de départ la mort accidentelle par électrocution de deux adolescents de Clichy-sous-bois, Zyed, d'origine tunisienne, et Bouna, d'origine mauritanienne, réfugiés dans un transformateur électrique pour échapper à une patrouille de police qui recherchait les auteurs d'un cambriolage. Les victimes ayant été incriminées par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, cela déclencha plusieurs nuits d'affrontements avec les forces de l'ordre – les jeunes du quartier estimant que la police s'était rendue coupable de non-assistance à personne en danger et que leurs deux pairs, innocents, s'étaient cachés dans ce transformateur par peur. Les émeutes, qui étaient restées circonscrites à cette agglomération de banlieue parisienne passablement enclavée et caractérisée par une concentration de problèmes sociaux, étaient en voie d'apaisement lorsqu'une grenade lacrymogène tirée par les forces de l'ordre tomba au seuil d'une mosquée aux portes ouvertes où se pressaient les fidèles, à l'occasion des prières nocturnes du mois de Ramadan. Le gaz s'étant répandu à l'intérieur, ceux-ci furent évacués en hâte et dans la confusion.

Le « gazage de la mosquée », immédiatement dénoncé comme une action délibérée de la police et attentatoire au respect des fidèles dans l'exercice de leur culte, nourrit un sentiment de scandale et de révolte d'autant plus virulent que la plupart de ceux qui se précipitaient dehors en suffoquant appartenaient à la génération des parents – qui avaient joué un rôle essentiel pour calmer les jeunes en révolte les nuits précédentes. Les émeutes recommencèrent de plus belle, non seulement sur place, mais en gagnant aussi les villes voisines, habitées par des populations originaires des mêmes bassins d'émigration. Nourries par le caractère sacrilège prêté à l'action de la police, répercuté de bouche à oreille, elles embrasèrent de proche en proche, durant trois semaines, une grande partie des zones urbaines sensibles à travers toute la France.

Les jeunes ne manifestaient pas un désir de jihad à l'encontre de la France, mais bien plutôt une volonté de plus grande intégration sociale. (...) Le déroulement même des violences était scandé, dans l'agglomération de Clichy-Montfermeil où elles débutèrent, par les horaires

particuliers du Ramadan : les mises à feu des poubelles et des véhicules avaient lieu après le repas de rupture du jeûne (iftar), à la tombée de la nuit, pendant que les parents étaient occupés à la mosquée, assemblés pour accomplir les prières surérogatoires vespérales du ramadan (tarawih) ; c'était alors l'occasion de « caillasser » les pompiers et les forces de l'ordre, attirées par les incendies, sous les caméras de télévision (...) images se prêtant à montages et mises en scène spectaculaires. De même, certains résidents, excipant d'une solidarité religieuse supposée, accrochèrent des exemplaires du Coran au rétroviseur de leur véhicule pour dissuader les émeutiers de s'en prendre aux biens de leurs coreligionnaires.

Les références à l'islam durant le déroulement des émeutes n'étaient donc pas le résultat d'une manipulation – non avérée – par des forces jihadistes obscures. Elles découlaient d'une grammaire sociale et politique dans laquelle se conjugaient et déclinaient en temps ordinaire les termes du vocabulaire religieux. (...) même si les participants aux émeutes furent fréquemment d'origine subsaharienne, population qui ne compte pas uniquement des musulmans. (Les) mouvements islamiques eux-mêmes ne jouèrent pas (...) de rôle d'encadrement de la mobilisation, avant tout spontanée et organisée par des groupes de pairs au niveau de la cage d'escalier ou d'autres groupes affinitaires restreints.

La banlieue, par un phénomène d'inversion sémantique, était passée, du fait des émeutes, des marges de la société française au cœur des interrogations de celle-ci sur son devenir et son identité. Elle bénéficia de politiques publiques de très grande ampleur, dont la Rénovation urbaine est l'aspect le plus visible et l'investissement le plus coûteux ; l'Etat l'avait engagée dès 2003 (*tout ceci n'engage que Kepel, vs*), mais il en fit la principale vitrine de son action et de ses engagements après les émeutes.

(Les) émeutes de l'automne (2005) entraînèrent une accélération du déclin de l'UOIF, en parallèle avec une perte de pertinence politique continue du CFCM – et à l'inverse une montée en puissance de celles des associations de jeunes musulmans qui surent capitaliser sur la force de rassemblement des voix dont elles pourraient désormais se prévaloir, notamment dans les élections locales. L'UOIF avait appelé le 6 novembre à la cessation des violences dans un communiqué comportant une « fatwa sur les troubles qui touchent la France » stipulant : « il est formellement interdit à tout musulman recherchant la satisfaction et la grâce divines de participer à quelque action qui frappe de façon aveugle des biens privés ou publics ou qui peuvent (sic) attenter à la vie d'autrui. Contribuer à ces exactions est un acte illicite (...) ». Ce texte (...) n'eut aucune incidence (...). Mais (...) l'UOIF signifiait son incompréhension par rapport à la dimension principalement sociale des émeutes en banlieue.

Aux élections municipales de 2008, commencèrent d'être élus en nombre des conseillers issus de la jeunesse des quartiers populaires et originaires de familles immigrées, parfois avec des délégations d'adjoints au maire. Telle fut la première traduction des émeutes de 2005 dans l'espace politique institutionnel. Certains d'entre eux avaient été socialisés à un moment ou un autre par des mouvements islamiques, qu'ils eussent effectué des « sorties » avec le tabligh ou participé aux diverses manifestations organisées par le Collectif des musulmans de France (...)

D'autres enfin, telle l'UAM 93, se sont structurées à partir des élections municipales de 2001 en lobby sans attaches idéologiques, dans le seul souci de faire avancer coûte que coûte les intérêts particuliers d'une communauté identifiée par son appartenance religieuse, à l'image des intentions et des moyens prêtés au CRIF israélien. (...) Le porte-parole jusqu'en 2006 est devenu l'un des responsables de la fédération départementale de l'UMP. (...)

L'UAM 93 a articulé ses revendications autour de deux thématiques principales : d'une part, l'édification de mosquées là où elle l'estimait nécessaire (...) ainsi que d'écoles islamiques privées quand cela était possible – comme à Aulnay-sous-Bois – d'autre part la mobilisation « contre toute loi destinée à limiter la pratique religieuse des musulmans ». (Elle) a su convaincre le député UMP de la XII^{ème} circonscription Eric Raoult de déposer une proposition de loi contre le blasphème (dont le texte fait référence à l'UAM). Elle a aidé la candidate écologiste Dominique Voynet à remporter l'élection municipale contre le sortant communiste Jean-Pierre Brard à Montreuil en 2008. La nouvelle élue n'ayant cependant pas tenu sa promesse de faciliter l'édification d'une nouvelle mosquée (...) aux élections cantonales de 2011 (...) l'UAM a appelé à voter pour la liste communiste, dirigée par l'ancien maire qui avait facilité la mise à disposition de locaux pour le culte musulman, et qui l'a emporté.

D'autres engagements de jeunes issus des mouvements islamiques sont allés dans une direction très différente de l'exacerbation identitaire (...) Le Web a ainsi fourni un support à plusieurs portails d'information, dont le plus connu est oumma.com, créé en 1999, et qui affichait au départ un caractère plus militant, sous le nom d'allahouakbar.com (...) Revendiquant plus de 6 millions de connexions mensuelles, incluant la télévision en ligne oumma.tv et le forum qui lui est attaché, majliss.com (assemblée), le site a été qualifié de « remarquable » par l'ambassadeur (américain à Paris) Charles Rivkin (...).

L'autre site d'informations musulman important, saphir.news, qui revendique 500 000 connexions et deux millions de pages lues chaque mois, publie depuis septembre 2008 le mensuel papier gratuit Salamnews, diffusé à 130 000 exemplaires et distribué en grandes surfaces ainsi que dans certaines mosquées en banlieue.

III Les tentations du repli Les identités meurtrières

Contrairement à Ben Laden, Breivik ne disposait d'aucune organisation pour mettre en acte son projet. Pour (lui, le) combat infini entre l'Europe et l'islam maléfique a tourné à l'avantage de celui-ci, qui a réussi à envahir le Vieux Continent grâce à l'émigration. Ce jihad à basse intensité est passé par la constitution d'enclaves, grâce au multiculturalisme et à une démographie galopante qui va permettre aux électeurs musulmans de conquérir ville après ville à mesure qu'ils deviendront majoritaires. (Breivik) avait auparavant fréquenté les jeunesses du Parti du progrès, une formation norvégienne d'extrême-droite qui lui sembla trop institutionnelle pour mener le combat contre l'islamisation à son terme, et qu'il quitta pour cette raison.

Le Néerlandais Pym Fortuin (...) en faisant de son homosexualité revendiquée une composante de la civilisation européenne en lutte contre l'intolérance islamique à l'œuvre dans les descentes de gangs maghrébins contre les bars gays d'Amsterdam. (La) principale source d'inspiration (de Breivik) (...) est à chercher dans les centaines de pages Web de seconde main qu'il a téléchargées pour nourrir son énorme compilation florilège d'auteurs de la mouvance identitaire anti-islamique, de néoconservateurs américains, et de l'extrême droite israélienne.

La société du spectacle

De même que l'identitaire européen nordique Anders Breivik est un jumeau chimérique de l'identitaire islamiste américain yéménite Anwar al-Awlaki, de même les portails anti-islamiques comme « Riposte laïque », « Observatoire de l'islamisation », « le Bloc identitaire » ou « fdesouche », d'une part, et le site francophobe et anti-blanc des

« Indigènes de la République », le site islamiste « Forsane Alezza – Les cavaliers de la Fierté » ou le « Comité contre l'islamophobie en France (CCIF) », d'autre part, procèdent d'une gémellité mentale, par laquelle ils réduisent l'autre à des traits caricaturaux où ils voient son essence éternelle, matière à stigmatisation et sa déshumanisation (...) Ils procèdent d'une sorte de pornographie politique récurrente qui substitue à l'analyse rationnelle de la société une collection de vignettes obscènes.

Pierre Cassen, fondateur de Riposte laïque : « Je me suis lancé dans le combat laïque... grâce à Sarkozy ! En 2003, il (...) participe au Congrès de l'UOIF. Et leur accorde un paquet de dérogations communautaristes. Il crée le CFCM et s'en vante devant une assemblée de milliers de personnes, hommes à gauche, femmes à droite, pratiquement tous barbus et toutes voilées (...) » (C'est un) ancien ouvrier du Livre, ex-militant trotskyste à la LCR. Riposte laïque naît en août 2007 (...) à l'automne 2011, avec une équipe d'une quinzaine de rédacteurs et 500 collaborateurs, et près de 200 articles mis en ligne chaque mois. (Il prétend) incarner la véritable gauche, et (...) relativiser l'extrême-droite française avec laquelle le journal a noué de nombreux liens. (Pour ce site), « l'islam est le fer de lance et outil de la mondialisation pour casser les solidarités sociales et la République laïque. c'est l'outil anti-social du capitalisme ». (...) Riposte laïque a connu la notoriété en faisant de l'interdiction des prières dans la rue devant les mosquées trop exigües de Barbès une cause nationale célèbre.

Un animateur du Bloc identitaire, mouvement issu de l'extrême-droite et co-organisateur avec Riposte laïque (cde l'apéritif géant à la Goutte d'Or, qui sera interdit par la préfecture de police pour risques de troubles à l'ordre public) avait conçu cette mystification, tandis qu'une sympathisante prêtait sa voix à la fausse Parigote de souche pour (...) la presse. Le Bloc identitaire a été créé en 2003, fruit des amours de l'Internet et du différentialisme ethnique cher au GRECE. Il est dirigé par Fabrice Robert, ancien skinhead néo-nazi puis conseiller municipal Front national à La Courneuve, cité mitoyenne de Saint-Denis dans le 93 (...) L'une de ses initiatives a consisté à organiser des « soupes au cochon » pour les nécessiteux, en excluant ipso facto ceux qui respectaient les interdits alimentaires de l'islam ou du judaïsme, au nom d'une doctrine privilégiant l'aide aux « nôtres » par rapports aux « autres » (...) (Un) site (qui) apparaît dans la blogosphère d'extrême droite comme le principal hub de cette mouvance, « François Desouche » créé en 2006, fréquemment cité et consulté par les journalistes.

L'annexion du discours laïque par des mouvements tendant vers l'extrême droite devait permettre à Marine Le Pen de se présenter comme la championne de la laïcité au nom de la lutte contre l'islam. D'autres militants laïques, critiques de la mouvance islamiste, mais qui s'interdisaient tout amalgame entre celle-ci et les musulmans en général, et qui protestaient contre le dévoiement des idéaux progressistes et universalistes de la laïcité par les Identitaires, organisèrent l'une des deux manifestations qui eurent lieu contre les Assises de l'islamisation. Sa principale voix fut celle de la journaliste et essayiste Caroline Fourest, auteur en 2004 d'un livre critique sur Tariq Ramadan, et militante de gauche (...)

(...) Forsane Alizza était aussi poursuivi pour une manifestation le 17 septembre 2010 contre « la généralisation de l'islamophobie », imputée à Riposte laïque et Résistance républicaine, et traduite par un incident à Strasbourg où une personne aurait « brûlé le Cora, pissé dessus », avant d'être « relaxée ». En rétorsion, déclare Abou Hamza (...) « j'ai pris le Code pénal, on a shooté dedans et on l'a brûlé, c'est pas la Bible, c'est pas le Coran, nous ne faisons pas d'injures aux ethnies (...) non à cette foutue loi ! (qui interdit la dissimulation du visage) »

Le mouvement des « Indigènes de la République » (...) initié par l'« Appel des indigènes de la République pour la tenue d'assises de l'anticolonialisme », lancé en janvier 2005, il devient une association en juin suivant, et se définit comme parti politique, le Parti des Indigènes de la République (PIR) à partir de février 2010. L'appel s'inscrit dans la filiation des mouvements gauchistes issus de l'immigration, dont le combat des sans-papiers et le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), qui a graduellement fait cause commune avec les associations de « Jeunes Musulmans » autour du Collectif des musulmans de France, et des groupes ad hoc créés pour lutter contre la loi sur le port de signe religieux ostensibles à l'école. Mais il innove en faisant du rapport de l'Empire colonial français à ses sujets « indigènes » le paradigme sur lequel décliner la relation de la République française d'aujourd'hui aux descendants des populations colonisées. (...) De même que certains mouvements islamistes radicaux comme le GIA algérien des années 1990 avaient commencé par excommunier l'Etat algérien impie puis retourné le stigmat de leur isolement en finissant par excommunier la société toute entière à l'exception du petit nombre de leurs adeptes, les Indigènes de la République ont commencé par stigmatiser la République « coloniale » avant d'excommunier racialement les « blancs » et autres « souchiens ».

La porte-parole du mouvement, Houria Bouteldja (...) se définit ainsi lors d'un congrès du féminisme islamique réuni en mars 2011 à Madrid : « Je vis en France, je suis une fille d'immigrés algériens. Mon père était ouvrier et ma mère au foyer ». (Son) jeu sur l'attraction et la répulsion accompagne le contraste entre la douceur du visage et la virulence des propos qui opposent, dans les talk-shows, la porte-parole à ses adversaires – et captivent téléspectateurs et journalistes.

Epilogue

(...) Immigrés comme bobos sont les bénéficiaires, à des degrés divers, de la mondialisation, connaissent la mobilité, gravitent autour des centres urbains. Les premiers ont la ressource de l'émeute, formidable chantage à la médiatisation à l'heure de YouTube, qui permet de bénéficier en retour de politiques publiques massives et coûteuses, depuis la rénovation de l'habitat jusqu'aux aides sociales, soulageant culturellement les élites en leur permettant d'ignorer la fracture sociale véritable – tandis qu'elles bénéficient de services à bas coût depuis la femme de ménage jusqu'au plongeur du restaurant, immigrés non déclarés. Les vrais laissés-pour-compte de la mondialisation, frappés de plein fouet par les délocalisations, privés de mobilité par leur enracinement dans un parc immobilier dont la valeur ne cesse de décroître, sont en réalité ces nouveaux pauvres massivement autochtones, culturellement invisibles par les élites, qui ne brûlent pas les voitures.